



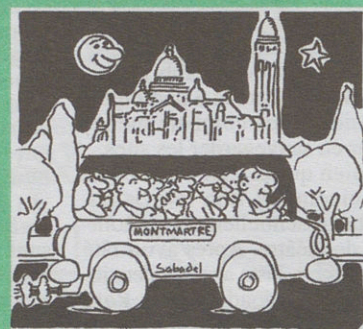
DU MOIS

MENSUEL D'INFORMATIONS LOCALES - 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. 01 42 59 34 10. Fax 01 42 55 16 17 - N° 38 - MARS 1998 - 12 FRANCS

8 mars, Journée des femmes

Histoire : Bataille pour le droit de vote des femmes

Page 15



Les cars bientôt interdits de séjour sur le boulevard ?

Page 5

Deux plasticiens contre le Théâtre des Abbesses

Page 5

Le jardin des Deux Nèthes dans l'impasse

Page 7

Anatole : le sommeil du garde champêtre

Page 8

Du jazz à la Goutte d'Or

Page 14

Portrait : l'historien de la Chapelle

Page 14

Et toutes nos rubriques : spectacles, expos, feuilleton...

Tati fête ses 50 ans



Dan Aucante

Chaque jour, la foule : le spectaculaire développement des magasins Tati a marqué le quartier Barbès... (Voir pages 12 et 13)

Élections régionales : les enjeux pour l'arrondissement

Page 3

Vol 50327L3 D1

La mort de Jacques Fabbri

«J'ai entre les mains votre numéro de février. Je suis déçu : pas un article, pas un entrefilet, rien sur le décès de Monsieur Jacques Fabbri. Il était pourtant un homme de théâtre résidant sur la Butte. N'a-t-il pas défendu le "maquis" ? »

Jeannine Béguine

Jacques Fabbri est mort le 24 décembre. A cette date notre numéro de janvier était "bouclé", et dans le numéro de février nous avons pensé qu'il était un peu tard...

Mort à 72 ans, Fabbri habitait Montmartre et a participé à plusieurs des combats menés pour en sauvegarder les sites.

Bien qu'on l'ait souvent vu au cinéma et à la télévision, c'était essentiellement un homme de théâtre. Après avoir tâté du cabaret, juste après la deuxième guerre mondiale, à la *Rose rouge* (il chantait des chansons de cow-boy habillé en personnage du Moyen Age), il fonda la *Compagnie Jacques Fabbri* qui a fait date dans l'histoire de la scène française avec des créations comme *les Hussards* de Bréal, *les Guêpes* d'Aristophane ou la *Famille Arlequin*... Claude Piéplu, Raymond Devos firent partie de sa troupe.

Avant tout il aimait faire rire, mais il fut aussi directeur du Centre dramatique du Sud-Est, et ces dernières années il consacrait beaucoup de temps à la mise en scène d'opéras. Sa dernière production : *la Nuit des rois* de Shakespeare.

A propos des chiens

La lettre de notre lectrice Mme Paté publiée dans notre n° 35 sous le titre "pour un

impôt sur les chiens" nous a valu du courrier, reflétant des points de vue divers. «Résidant occasionnellement dans votre quartier, nous sommes nous aussi incommodés par les crottes de chiens sur les trottoirs et pleinement d'accord avec D. Paté», nous dit un de nos correspondants. Mais dans une autre lettre, Mme J. Michaud écrit :

«J'habite à l'angle de la rue de la Chapelle et de la rue Ordener et j'ai la chance d'être la maman de quatre chiens adorables, de petites races. La rue Ordener leur plaît beaucoup, jusqu'à la mairie, car elle est large, pas trop passante et ils y rencontrent des amis - car ils sont chaleureux, les chiens, entre eux. Ces pauvres chiens ont les mêmes besoins que les humains, et point de WC prévus pour eux. Je ne vois que le trottoir puisque les caniveaux sont inaccessibles, mais je suis munie en quantité suffisante de kleenex, et il ne reste nulle odeur, nulle souillure après le passage de mes chiens.

«Pour ce qui est des impôts, ils en paient, via leurs "parents" : TVA sur les produits alimentaires qu'ils consomment, les accessoires, vétérinaire, transports SNCF et avion. Nos amis les chiens remplissent les caisses de l'Etat davantage qu'ils ne les vident...»

La sécurité

«Le problème qui me préoccupe est celui de la sécurité, qui n'est pas assurée dans les HLM de l'OPAC, rue Firmin Gémier. Des voyous s'installent dans les halls pour fumer, cracher, uriner, sans parler du problème de la drogue qui est bien connu de la police. Les vigiles de la Mairie de Paris passent quand ils y pensent, si on leur téléphone. Où est la police de proximité annoncée au Conseil de Paris,

d'après votre article ? Traiter les gens de paranoïaques est un peu court...»

Mme Serraire

Pas de glaces sur le trottoir de la Goutte d'Or

«Belgacem El Karoui, dont la boulangerie fait le coin de la rue de la Goutte d'Or et de la rue des Islettes, brandit l'avis d'émission du receveur général des finances qui lui réclame 546 F en règlement d'une infraction concernant les droits de voirie. La valeur de presque 200 baguettes, plus d'une centaine de ces galettes d'orge comme celle que justement je viens d'acheter à l'instant ! Et pas d'explication : pourquoi cette amende ? M. Belgacem est outré. Je lui propose de téléphoner au service concerné.

J'obtiens le renseignement demandé : M. Belgacem El Karoui a reçu un avertissement le 16 juillet 96 lui interdisant de disposer devant sa boutique un congélateur dans lequel il y a des glaces, et un panneau, sans autorisation préfectorale. Le 26 juin 97 lui a été signifié un second avertissement, et un troisième le 23 septembre. Pourtant, à cet endroit le trottoir est vraiment très large, les gamins y jouent au ballon, ou tapent la tchatche, perchés comme des oiseaux sur les barrières de protection qui séparent le trottoir de la circulation.

-Ce n'est pas une amende, me précise mon interlocuteur de l'administration, c'est une taxe exceptionnelle d'occupation de la voie publique. De toute façon, l'autorisation il ne l'aura jamais. On ne donnera aucune autorisation à la Goutte d'Or. Dans ce quartier, vous comprenez...

Moi je ne comprends pas, et vous ?»

Marie-Florence Ehret

L'AIR DU TEMPS

Dans le 31 Etoile-Gare de l'Est

Le gosse beau

A Guy Môquet, montent deux ravissantes jeunes Annoires : grand front bombé, yeux en amandes, fines tresses relevées en queue de cheval, look branché jeunes : caban noir, pantalon noir, gros souliers noirs. Elles s'asseyent et se serrent l'une près de l'autre.

-Alors, tu le revois toujours, le maire ?

-Non. Pas vraiment.

-Au fait, pourquoi on l'appelait le maire ?

-On lui avait donné ce nom dans son village en Afrique. Il était tellement beau que toutes les femmes en étaient folles et voulaient faire l'amour avec lui. C'est bien simple, il faisait que ça et dormir.

-Mais comment tu pouvais sortir avec un type pareil ?

-Si tu l'avais vu... Tellement beau ! D'ailleurs je l'ai revu il y a pas bien longtemps à Château-Rouge, il portait une veste fluo. Mais pas vert ou rouge fluo. Elle était multicolore, fluo multicolore. Ça faisait un effet ! Dès qu'il m'a vue, il a crié «J'ai sorti un CD, j'ai sorti un CD, écoute !» Il s'est mis à chanter, à danser : «Attention Lulu, Attention Lili, Attention L'huissier, Aïe aïe aïe l'huissier...»

-Sans blague ? Il a sorti un CD ?

-Tu parles ! Une cassette où il s'accompagne lui-même.

-Un frimeur, quoi ! Qu'est-ce que tu vas le regretter ?

-Un sapeur plutôt. Mais il avait la manière. Pas du tout le mari africain, tu vois. Des prévenances, des attentions. Même avec les enfants.

-Et tu sais ce qu'il fait maintenant ?

-Il a épousé une femme et il a trois enfants.

-Elle est canon ?

-Elle est mâtresse... Mais quand même, lui, y a pas à dire, quel gosse beau !

Rose Pynson

Le 18e du mois est édité par l'Association des Amis du 18e du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. 01 42 59 34 10. Fax 01 42 55 16 17.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) : Christian Adnin, Dan Aucante, Brigitte Bâtonnier, Nathalie Birchem-Heddi, Noël Bouttier, Jamil Brahim, Sophie Brandstrom, Christine Brethé, Claire Cadiou, Brahim Chanchabi, Bertrand Combaldieu, Michel Conversin, Paul Dehédin, Jean-Michel Delage, Nadia Djabali, Anne Farago, Danielle Fournier, Jacqueline Gamblin, Sylvain Garel, Michel Germain, Donald James, Marie-Pierre Larrivé, Bertrando Lofori, Ludovic Maire, Sandra Mignot, Noël Monier, Thierry Nectoux, Niki Picalitos, Patrick Pinter, Rose Pynson, Silke Rotzoll, Sabadel, Virginie Sadot, Jean-Yves Sparfel, Valérie Stafetta, Michèle Stein, Laurence Zigliara.

Si vous voulez être sûr(e) de ne pas manquer un seul numéro du 18e du mois, abonnez-vous !

- ☐ Je m'abonne au 18e du mois : un an (onze numéros) : 130 F
- ☐ Je m'abonne et j'adhère à l'association des «Amis du 18e du mois» : 230 F (130 F abonnement + 100 F cotisation)
- ☐ Je souscris un abonnement de soutien : 500 F (130 F abonnement + 370 F cotisation de soutien)
- ☐ Abonnement à l'étranger : 150 F

(Cochez la formule que vous avez choisie.)

Nom : Prénom :

Adresse :

Découpez ou recopiez, et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre «Les Amis du 18e du mois», à l'adresse : Le 18e du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris

La Région a rendez-vous avec le 18e

Le 15 mars, les électeurs de Paris comme ceux de toute la France sont appelés à élire les conseillers régionaux. Qui sont-ils ? A quoi servent-ils ? Quelles peuvent être les incidences de leurs décisions dans notre arrondissement ? Réponse à quelques questions que vous vous posez.

D'un point de vue politique, l'enjeu de ces élections n'est pas mince car un certain nombre de régions pourrait basculer à gauche. L'Île-de-France est dans ce cas de figure, si l'on en croit les sondages, et à ce titre l'élection sur Paris pourrait être déterminante car le nombre de conseillers régionaux y est le plus important (42).

Pour beaucoup d'électeurs, la région paraît bien éloignée de leurs préoccupations. Tout le monde - ou presque - connaît son député, le maire de son arrondissement, mais plus rares sont ceux qui peuvent mettre un nom sur le président de leur région (il s'agit de Michel Giraud, RPR). Il faut dire que cette entité administrative est assez récente, elle n'a été instituée qu'il y a 25 ans, et il a fallu attendre 1986 pour que l'assemblée régionale soit élue par tous les citoyens. Auparavant, elle regroupait les parlementaires de chacune des régions, ainsi que des représentants des départements et des communes.

Les conseillers régionaux sont élus pour six ans au niveau de chaque département. La répartition du nombre de sièges se fait à la proportionnelle pour toute liste ayant atteint le seuil des 5 % des suffrages exprimés. Une liste à Paris qui remplira cette condition est assurée d'avoir au moins deux représentants à l'assemblée régionale. La désignation des élus se fait dans l'ordre

de présentation sur la liste, ce qui explique l'ardeur des candidats pour obtenir une place éligible. Les électeurs ne peuvent pas exprimer leur préférence au sein d'une même liste pour tel ou tel candidat, sous peine que leur bulletin soit nul.

Le lycée, ce serpent de mer

Méconnue d'une part de la population, la Région a pourtant un rôle important sur des dossiers concernant la vie quotidienne. Son budget est considérable : plus de 10 milliards de francs en Île-de-France.

Ainsi, les lycées relèvent de ses compétences. Rappelons qu'en ce qui concerne la construction et l'entretien des locaux scolaires, les écoles maternelles et primaires sont de la responsabilité des communes, les collèges dépendent des départements (Paris est à la fois commune et département) et les lycées relèvent de la Région¹. Le nouveau conseil régional qui sortira des urnes aura sans doute à réfléchir à l'implantation d'un lycée d'enseignement général dans le 18e.

Personne n'a encore oublié la gestion catastrophique du projet mort-né - au milieu des années 80 - de

lycée sur le secteur Emile Ducloux. Pendant des années, la Région a fait comme si elle avait l'intention de construire un établissement scolaire sur cette zone. Résultat : la Ville a massivement préempté des immeubles entiers. Mais du côté de la Région, aucune décision n'est intervenue, si bien que la situation du quartier s'est fortement dégradée avec des immeubles que leurs propriétaires n'entretenaient plus, d'autres murés, et des squatts. Il a fallu attendre l'année dernière pour que le projet soit officiellement abandonné.

Verra-t-on ce serpent de mer réapparaître au conseil régional les prochaines années, bien entendu sur un autre emplacement ? Les arguments financiers (gestion rigoureuse des finances, baisse démographique) joueront contre l'implantation d'un lycée dans le 18e. Cependant, le bien-être des jeunes, la lutte contre les phénomènes de violence - qui se

**POUR DES RAISONS BUDGÉTAIRES
NOUS NE SERONS PAS EN MESURE
DE CRÉER NOTRE PROJET
D'AÉROPORT INTERNATIONAL
SUR LA BUTTE MONTMARTRE!**



développent plus facilement dans de gros établissements - pourraient inciter la Région à réexaminer cette question. Une affaire à suivre en tout cas...

Une autre compétence de la Région concerne tout le volet de formation professionnelle dont bénéficient jeunes et moins jeunes tout au long de leur activité. Cette question est d'autant plus importante que la période de fortes mutations économiques suppose des passages fréquents en recyclage.

Le troisième grand volet de l'action régionale est sans doute celui qui va être le plus discuté lors de ces élections : il s'agit du plan régional de développement. Qu'est-ce que ça signifie ? Pour bénéficier de finan-

Ils avaient déjà été candidats dans le 18e

Sur les 14 listes qui se présentent à Paris, nous avons pointé les candidats qui s'étaient déjà présentés dans le 18e, soit aux élections municipales de 1995, soit aux législatives de 1997, ou qui jouent un rôle important dans la vie politique locale. (Il est possible qu'il y ait d'autres candidats habitant le 18e. Qu'ils nous excusent de les avoir ignorés, il y a 588 candidats en tout, pour 42 sièges, nous ne connaissons pas tout le monde...)

● **Liste PS-PC-Verts-MDC-radicaux de gauche** : On y trouve Annick Lepetit (PS), maire-adjointe du 18e, en cinquième position. Noter aussi Guillaume Garot (PS également), directeur de cabinet de Daniel Vaillant à la mairie du 18e.

● **Liste RPR-UDF** : Patrick Stéfani (RPR), qui était candidat aux législatives dans la circonscription de Montmartre (18e circonscription), est ici en huitième position (donc éligible). On note aussi Daniel-Georges Courtois, qui figurait sur la liste RPR-UDF aux municipales. A remarquer : Hervé Mécheri, conseiller régional sortant et conseiller d'arrondissement du 18e, ne figure pas sur la liste.

● **Front national** : On note Jean-Pierre Reveau, qui fut candidat aux législatives dans la 17e circonscription (et qui est ici en deuxième position), Alain Vauzelle, qui figurait sur la liste FN aux

municipales, Xavier Schleiter, qui fut candidat aux législatives dans le 18e circonscription.

● **Lutte Ouvrière** (le parti d'Arlette Laguiller) : Jean-Claude Griffoul, Jean-Pierre Lescène, Bertrand Helleu figureraient sur la liste des municipales dans le 18e, Jean-Marie Benito et Annie Souchon étaient candidats aux législatives.

● **Liste MEI** (Mouvement écologiste indépendant, parti de Waechter) intitulée "Les écologistes pour Paris" : Henri Morel-Maroger, Christine Dalmaso, Benoît Castillon, Jean-Luc Dumesnil étaient candidats MEI aux municipales, Stéphane Poli aux législatives.

● **Liste "Egale" (LCR-AREV)** : Marie-Claude Drevet a été candidate de la LCR dans le 18e aux municipales et aux législatives.

● **"Droite libérale et indépendante"**

(PPL) : A noter Thierry Telphon, candidat aux législatives 1997 dans la 19e circonscription.

● **Parti Humaniste** : sur la liste de ce "parti", émanation du Mouvement Humaniste qui est généralement classé parmi les sectes, on trouve Valérie Macrez, qui était candidate aux législatives dans la 17e circonscription.

● **Autres listes** : "Union des gaullistes, libéraux, démocrates" (droite dissidente) ; **Génération Ecologie** (parti de Brice Lalonde) ; "Citoyens pour Paris" (où figurent deux conseillers régionaux sortants dissidents de Génération Ecologie) ; "Paris fédéraliste" ; "Liste des chômeurs et des victimes de l'administration" (qui tente de "surfer" sur le récent mouvement de contestation, bien qu'on n'y remarque aucun de ses animateurs connus) ; "Rassemblement social et libéral".

**A VOTRE DISPOSITION
TOUS LES JOURS
de 6 h à 20 h**



Mimogea
LIBRAIRIE • PAPETERIE

15, rue des Abbesses, 75018 Paris
Tél. 01 42 52 01 55. Fax 01 42 52 71 31

(Suite de la page 3)

cements en provenance de l'Etat (le reste provient essentiellement de la fiscalité locale), la Région discute avec lui des grandes orientations pour les années à venir.

Sur quelles zones doit-on développer tel type d'activité, lesquelles préserver pour l'agriculture, les loisirs ou la forêt ? Quelles infrastructures de transports favoriser ? Autant de questions sur lesquelles le contrat de plan Etat-Région, signé tous les quatre ans, définit des orientations et prévoit des financements. Qui ensuite permettront d'influer, par des systèmes de primes, de conseils aux entreprises, sur le devenir d'une région qui, sans cela, se développerait de façon encore plus anarchique.

L'Evangile selon Eole ?

La région Ile-de-France est celle qui a consacré entre 1992 et 1997 le moins d'argent à l'action économique : 127 francs par habitants (contre 659 F en Auvergne par exemple). Cela s'explique en partie par la richesse et la densité du tissu économique existant (certaines régions moins peuplées aident les entrepreneurs à s'installer ou à se développer sur des secteurs isolés). Ce faible engagement régional en faveur de la création d'activités, s'il se comprend très bien pour des zones en développement comme celle de la Défense, pourrait être remis en cause dans des zones frappées par le chômage. Le 18e entre plutôt dans cette deuxième catégorie.

En lien avec le développement économique, la question des transports est aussi pour partie de la compétence de la Région. Après avoir pendant longtemps misé sur le "tout-bagnole", l'Ile-de-France a commencé depuis quelques années à parler de priorité aux transports en commun. Cette évolution a été favorisée par l'absence de majorité absolue de la droite RPR-UDF qui l'a conduite, à plusieurs reprises, à rechercher des accords avec des écologistes qui ont, notamment, réclamé une plus gran-

de attention aux transports en commun.

La Région s'est, entre autres, engagée dans le financement à hauteur de 70 % du projet Eole de la SNCF, qui doit relier l'est de la région parisienne à la gare St Lazare. Il pourrait intéresser directement les habitants de l'est de notre arrondissement puisqu'une station était envisagée à l'Evangile (tout au bout de la zone d'activité Cap 18, là où la rue d'Aubervilliers passe sous les voies ferrées).

Mais on est tenté d'en parler au passé : l'augmentation considérable du coût global de cette ligne (certains ont parlé de doublement par rapport au budget initial, bien que la SNCF conteste ces chiffres) et le refus du président actuel de la Région de prendre en charge le surcoût devraient conduire à comprimer au maximum les dépenses à venir. Ce projet de station représenterait un budget de l'ordre de 650 millions de francs. Il aurait cependant l'avantage de désenclaver une zone mal desservie en bus

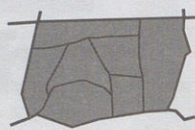


et métro et de rendre visible la lutte contre la pollution automobile. Là encore, le nouveau conseil régional aura à débattre...

On pourrait citer d'autres exemples illustrant les possibilités d'intervention de la Région. Comme quoi, les débats du conseil régional ont des implications sur le 18e arrondissement. Difficile, dans ces conditions, de ne pas se sentir concernés par ces élections, dont la portée ne se limite pas aux jeux politiques (petites phrases, sorties médiatiques des leaders, tractations pour la présidence).

Noël Bouttier

La vie du 18^e



La calculette maudite contre les enfants des écoles

La préparation de la rentrée scolaire 98 a commencé. Comme chaque année, elle soulève des contestations.

La calculette maudite a encore frappé dans la préparation de la rentrée scolaire 1998. La calculette de l'académie de Paris affiche 454 gosses de moins globalement dans les écoles primaires de la capitale. Ses rouages ont immédiatement fait la division : 454 gosses de moins, ça fait 20 postes d'instituteurs à supprimer. Les autorités académiques ont «adouci» les rigueurs de l'arithmétique en annonçant 15 à 17 postes de moins seulement.

Oui, mais si l'on y regarde de plus près, 454 élèves de moins sur 644 écoles, cela fait exactement 0,70 gosse de moins par école. Ainsi, est-il raisonnable d'ôter ne serait-ce que 15 postes ? D'autant plus que la baisse n'est pas uniforme, loin de là, beaucoup d'écoles des arrondissements périphériques, et notamment le 18e, gagnant au contraire des élèves supplémentaires...

La calculette frappe à travers un autre mécanisme, au nom rébarbatif de «globalisation des effectifs». Selon les règles de l'Education nationale, il ne doit pas y avoir plus de 27 élèves par classe, 25 en ZEP (zone d'éducation prioritaire). Seulement voilà, il s'agit d'une moyenne : on divise le nombre d'élèves inscrits à l'école par 27 (ou par 25) pour trouver le nombre «juste» de classes, et tant pis si cela ne correspond pas aux différents niveaux.

Par exemple, si cette année il arrive moins d'élèves en cours préparatoire, cela va faire baisser la moyenne et peut-être entraîner la suppression d'une classe, même si les classes de cours moyen sont bourrées bien au delà des 27 (ou 25) élèves.

Ou encore : on prévoit 65 élèves en cours préparatoire ; on aligne deux classes à 25 mais que faire des 15 restants ? On les agglutine à quelques autres de niveau supérieur pour faire une «classe à double niveau» CP-CE1 (mélange fragile et délicat à

gérer surtout quand les petits ne sont pas de milieux des plus favorisés culturellement).

Dans certains quartiers du 18e, les écoles sont à la limite de craquer. Il ne s'agit plus de savoir si l'on ouvre ou si l'on ferme une classe mais de savoir comment accueillir tous les enfants du secteur. A la Goutte d'Or, déjà il arrive que des frères et sœurs soient séparés. On n'inscrit plus les enfants dans l'école la plus proche de leur domicile, mais dans celle où il reste des places. On en arrive même à envoyer des enfants hors arrondissement, à quelques stations de métro de là (mais sur la même ligne, merci l'Académie!) ■

En page 8 : l'action des parents et enseignants de l'école Labori. En page 10 : à la Chapelle.

Prévisions

Voici les premières prévisions de l'académie de Paris pour les classes à ouvrir ou à fermer dans le 18e. Toutefois ces chiffres ne représentent que la première étape du processus de discussion qui durera jusqu'en mai, avec les élus d'arrondissements, les directeurs d'écoles, les associations de parents. Maintenant déjà, certaines de ces prévisions ne sont plus d'actualité (c'est le cas, par exemple pour l'école Fernand Labori, voir page 8).

- **Ouvertures** de classes prévues : en élémentaire, 1 à Ch. Hermite, 1 au 12 rue de Torcy, 1 à Guadeloupe ; en maternelle, 1 à Marcadet.
- **Ouvertures réservées** (selon évolution des inscriptions) : en maternelle, 1 rue de la Goutte d'Or, 1 à Vauvenargues, 1 square Lamarck.
- **Fermures** prévues : en élémentaire, 1 à Binet (A), 1 à Binet (B), 1 à Fernand Labori ; en maternelle, 1 à Houdon.
- **Classe bloquée** (fermeture possible) : 1 en maternelle Carpeaux.

L'école Foyatier fait la fête

Plus de 500 enfants, parents, frères et sœurs ont fait la fête le 30 janvier à l'école Foyatier pour célébrer la réouverture de la bibliothèque scolaire. Celle-ci avait été supprimée il y a deux ans, transformée en salle de classe pour accueillir des élèves en surnombre. On fêtait aussi le journal d'école et son nouveau comité de rédaction.

Des journaux venant d'écoles de toute la France étaient exposés, ainsi que des albums réalisés par les plus

petits. Les enfants ont présenté des scènes de théâtre et des parents, instruments de musique à l'appui, raconté des histoires.

Mais dans un coin du préau, des panneaux posaient la question : «Les écoles du quartier pourront-elles continuer d'accueillir les enfants demain ?» Photos à l'appui, ils montraient que, dans ce quartier, beaucoup de logements sont en construction, mais aucune école n'est prévue...

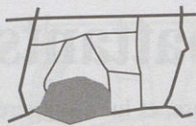
MARQUAY

Jean-Pierre MARQUAY, FROMAGER

Produits fermiers de provenance directe de petits producteurs

81, avenue de Saint-Ouen, 75017 Paris.
(métro Guy Môquet)
Tél. 01 46 27 59 68

Montmartre



Les portraitistes "ambulants" à nouveau interdits

Nouvel épisode dans la bagarre qui oppose, au sommet de la Butte, les artistes "en carte" aux autres. Une décision du Conseil d'Etat vient de retirer aux artistes et portraitistes "ambulants" la liberté dont ils jouissaient depuis deux ans et demi.

A l'origine du litige : deux arrêtés, l'un du maire de Paris, l'autre du préfet de police. Ils autorisaient les artistes à exercer leur art et vendre leurs œuvres, mais seulement dans le "carré" de la place du Tertre (le terre-plein central), et à condition d'avoir une autorisation (140 ont été délivrées). Et ils l'interdisaient tout autour. Autrement dit : les portraitistes "ambulants" qui se multiplient dans les rues du sommet de la Butte, étant en infraction, pouvaient être verbalisés.

En 1995, un tribunal administratif avait annulé ces deux arrêtés. Les "ambulants" retrouvaient donc une totale liberté d'action. Mais, le maire et le préfet ayant fait appel, le Conseil d'Etat vient d'annuler le jugement du tribunal administratif. Les arrêtés du maire et du préfet retrouvent force légale, et la police va pouvoir à nouveau pourchasser les portraitistes sans carte.

Le syndicat d'initiative de la place du Tertre va rouvrir

Après presque six mois de fermeture, le syndicat d'initiative va rouvrir sur la place du Tertre le 2 avril, dans des locaux aménagés différemment, et avec une modification de son nom : il s'appellera désormais "syndicat d'initiative de Montmartre" (et non plus "du Vieux Montmartre") pour montrer que son action ne se limite pas au village du sommet de la Butte. Il va recommencer à renseigner les touristes : il reçoit, dit son président, M. Roussard, 150 000 visiteurs par an, en plus des nombreuses demandes par courrier, téléphone ou fax.

Jusqu'à présent il ne touchait aucune subvention (mais la Ville de Paris payait son loyer). Il semble que dans l'avenir la Ville s'impliquera un peu plus financièrement, mais il ne devient pas pour autant un service administratif, il garde son statut associatif. M. Gaboriau, adjoint de Jean Tibéri, chargé du tourisme, fera partie de son conseil d'administration.

Artistes plasticiens contre gens de théâtre aux Abbesses

Les peintres Olivier Debré et Robert Barry font un procès au directeur du Théâtre des Abbesses. à cause de rideaux gris et de plaques de contreplaqué.

D'un côté, devant le tribunal de grande instance de Paris, il y avait des artistes plasticiens, de l'autre des gens de théâtre. Olivier Debré, une des stars de la peinture abstraite française, et Robert Barry, plasticien américain, poursuivaient en justice Gérard Violette, le directeur du Théâtre des Abbesses et du Théâtre de la Ville, à qui ils reprochaient de cacher leurs œuvres.

Le Théâtre des Abbesses a déjà suscité, comme nous l'avons relaté ici, de nombreuses polémiques. Les plus récentes concernaient les décorations extérieures et intérieures, confiées à des artistes en renom tels que Daniel Buren, Olivier Debré, Robert Barry... A Debré on avait demandé un rideau de scène et des peintures murales sur les côtés de la salle. Barry, outre la peinture de la façade, avait réalisé dans la salle des garde-corps en verre sablé, avec des inscriptions en transparence.

Le théâtre "boîte noire"

Problème : au moment où le théâtre a été construit et où les décorations ont été commandées, la Ville de Paris, maître d'œuvre du bâtiment, ne savait pas encore à qui elle confierait la direction de l'établissement. La décision a finalement été prise de faire du nouveau théâtre la seconde salle du Théâtre de la Ville, dirigé par Gérard Violette. Mais celui-ci n'avait pas été consulté sur l'aménagement de la salle.

Or, assez vite, Gérard Violette, qui

est plutôt partisan du théâtre "boîte noire", de la salle obscure et close dans laquelle on ne peut que se concentrer, a regardé les peintures



en rose, orange et vert d'Olivier Debré, et les plaques de verre de Robert Barry, comme des éléments perturbateurs. Il les juge trop lumineuses, elles attirent trop les regards, elles dispersent, dit-il, l'attention des artistes et des spectateurs. Il affirme que plusieurs metteurs en scène s'en sont plaints. Début 1997, il décide de recouvrir les œuvres de M. Debré d'un rideau gris avant chaque représentation. Pour éviter les reflets sur les verres de Robert Barry, il fait installer des plaques de contreplaqué sur les balustrades.

Ces mesures choquent les artistes qui s'adressent à la justice en procé-

dure d'urgence. Ils veulent qu'on interdise à Gérard Violette de masquer leurs œuvres. Le directeur du théâtre répond que son objectif n'était nullement de nuire aux deux plasticiens, que les œuvres de ceux-ci sont visibles en dehors des représentations (mais qui va au théâtre en dehors des représentations ?), et qu'il n'avait agi ainsi qu'en raison des exigences artistiques des spectacles. L'occultation, assure-t-il, dépend du spectacle présenté. (En fait, elle est quasi-permanente.)

Après avoir écouté les plaidoiries et s'être transportée sur les lieux, la juge, Mme Levon-Guérin, a rendu sa décision le 5 février : estimant que les occultations en cause sont temporaires et ne traduisent pas «de manière évidente une volonté arbitraire et systématique» de soustraire les œuvres à la vue du public, elle a rejeté les demandes de Debré et Barry.

Elle ordonne cependant à M. Violette de communiquer à l'avance son programme à MM. Debré et Barry, et de leur expliquer les contraintes que ce programme peut apporter quant à leurs œuvres. Ce qui laisse théoriquement aux deux artistes la possibilité, s'ils estiment que les explications de Gérard Violette sont abusives, de revenir à nouveau devant un tribunal.

La justice a ainsi tranché. Mais la question reste posée : doit-on adapter la salle à la programmation, ou bien adapter la programmation en fonction de la salle ?

C'est presque décidé : les autocars de touristes stationneront à l'ancienne gare des Batignolles

C'est pratiquement décidé : les autocars de touristes, qui actuellement encombrant les boulevards Rochechouart et de Clichy, stationneront sur un terrain dans le nord du 17e, sur l'ancienne gare de marchandises des Batignolles.

Le projet est même très avancé, puisque, par une lettre adressée au président de la SNCF, Jean Tibéri vient de confirmer officiellement l'accord de principe intervenu entre eux : «Au terme des contacts pris avec vous-même et des réunions entre nos services, je vous propose que nous procédions ensemble, dans les meilleurs délais, à la mise au

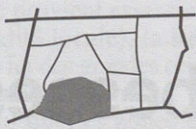
point de ce projet avant de réaliser les aménagements de ce terrain, de telle sorte que nous puissions les mettre en service dès le mois prochain.»

On se rappelle que, depuis le 1er novembre dernier, les cars de touristes n'ont plus le droit de monter sur la Butte, et le nombre d'emplacements qui leur sont réservés sur les boulevards a été réduit, avec un droit de stationnement limité à 3 heures. des agents de la Ville de Paris sont spécialement affectés à la surveillance de ce règlement. Ces mesures, prises à la suite des actions revendicatives des habitants du 9e et

du 18e, ont cependant un effet pervers : faute de pouvoir stationner, les cars circulent tout autour de Montmartre, et continuent donc à polluer. La question restait donc posée.

Le parking pour cars des Batignolles pourrait fonctionner «dès la prochaine saison touristique et au moment de la Coupe du monde de football», dit-on à la mairie de Paris.

Le terrain n'est pas très éloigné de Montmartre. Reste à mettre au point les moyens qui permettront aux touristes, une fois débarqués de leurs cars, de gagner la Butte (navette de bus par exemple). Ça pourrait demander plus d'un mois.



Du beau linge à la messe des anciens combattants

Haies de hauts drapeaux tricolores, portés par une vingtaine de messieurs âgés et deux dames, ce dimanche 15 février dans la nef de l'église St-Pierre-de-Montmartre, en haut de la Butte : comme chaque année a lieu la cérémonie religieuse du souvenir des anciens combattants, spécialement ceux de la "division Leclerc", la fameuse "deuxième DB" qui en 1944 entra la première dans Paris libéré.

Les années précédentes, cette cérémonie était présidée par la maréchale Leclerc, aujourd'hui décédée.

«Réservé», affichent les trois premiers rangs de bancs. Il y a là les personnalités : le représentant du ministère des anciens combattants, celui du maire de Paris, un adjoint au maire du

18e, Michel Leray (PS et franc-maçon), et un des leaders de l'opposition municipale, Claude Lambert (RPR), un quarteron d'officiers en retraite, un saint-cyrien coiffé du casoar et un élève de l'école interarmes, tous deux en gants blancs, trois petits rats de l'Opéra (parce que la maréchale Leclerc était passionnée de danse), des représentants de neuf ambassades parmi lesquels deux attachés militaires roumains dans leur grand uniforme rappelant furieusement celui de l'ex-armée soviétique...

Les drapeaux sont lourds

L'évangile de la messe du jour est un extrait de Saint-Luc, où Jésus dit : «*Malheur à vous, les riches, car vous avez déjà votre consolation.*» Mais le curé de l'église St-Pierre s'applique dans son homélie à arrondir les angles : «*Il ne faut pas prendre cela pour une malédiction, Dieu ne mau-*

dit personne. Il veut seulement dire : Comme c'est dommage que vous ne soyez pas meilleurs...»

Au troisième rang, un monsieur âgé, barbu, couvert de décorations, une kipa juive sur la tête, se penche plusieurs fois durant la messe pour échanger des impressions avec son voisin, qu'il semble bien connaître. Le monsieur en kipa, me dit-on, c'est le représentant de l'association des rescapés de la rafle du Vél d'Hiv... et son voisin, surprise, c'est Patrice de Blignières, seul élu du Front national dans le 18e ! Dans un coin, perdu dans l'assistance, on remarque Patrick Stefanini (RPR), qui chante les cantiques avec conviction.

A la fin de la messe, petite cérémonie devant la statue de la Vierge au fond de l'église. Les anciens combattants sont rassemblés en cercle. Le curé raconte comment il a connu la maréchale Leclerc lors d'une récep-

tion à la nonciature, et lui a suggéré de patronner cette cérémonie annuelle à Montmartre. Un responsable des anciens combattants évoque l'époque «où Notre-Dame nous protégeait dans les combats». Il cite quelques amis morts dans l'année, notamment Jacques Delarue, dit Anatole.

Les porte-drapeaux s'installent à l'extérieur de l'église, faisant la haie pour les officiels qui vont sortir. Mais les officiels s'attardent à l'intérieur et les porte-drapeaux s'impatiente. «*Je ne suis pas Parisien, moi, j'ai un train à prendre*», proteste l'un d'eux. Et puis les drapeaux sont lourds... Les officiels sortent enfin, serrent des mains, congratulent. Ça s'éternise. Un des porte-drapeaux brusque les choses en lançant : «*Repos !*» et chacun roule son drapeau. «*Toi au moins tu as le sens de l'initiative*», glisse un vieux monsieur à celui qui a donné l'ordre.

Noël Monier

Silkie, une boutique-atelier rue Muller, antichambre de la haute-couture



Valérie Stafetta

Sylvette Carroll au milieu de ses étoffes peintes.

En vitrines : de somptueux bijoux, lourds, baroques, barbares, des bijoux-sculptures tout de minéraux, perles, pâtes de verre et cristaux agglomérés. Aux murs : de souples étoffes multicolores, étoles et foulards peints en trompe-l'oeil. Quelques paravents enluminés et des panneaux muraux à effet vitrail. C'est Silkie, une boutique-atelier, antichambre de la haute couture, ouverte depuis septembre dernier rue Muller.

Les bijoux sont l'œuvre de Michèle Jarry des Loges. Elle travaille pour Christian Lacroix, Louis Féraud, Nina Ricci... et utilise la boutique surtout comme «show-room».

Les soyeuses étoffes peintes appartiennent à Sylvette Car-

roll. Elle aussi travaille essentiellement avec la haute-couture (Louis Féraud et Mugler actuellement) et c'est ainsi qu'elle a connu Michèle. Silkie, cependant, c'est chez elle, sa boutique et son atelier à la fois (elle habite tout près, rue de Clignancourt).

C'est là, dans une arrièresalle, qu'elle dessine, découpe, teint les tissus et peint à la main (plume ou pinceau) ses paravents, ses étoles, ses collants tout incrustés de broderies, ses souliers même... Elle peint sur soie mais pas seulement, ajoute parfois plumes et boutons, petites perles et paillettes mais elle préfère le faux-semblant : l'étoffe paraît brodée et rebrodée, touchez-la, c'est lisse, tout est dans le trompe-l'oeil.

Sylvette apprécie de travailler pour la haute couture : «*Je dois rentrer dans un univers qui leur plaît et me plaît à la fois, il y a des contraintes, une discipline à tenir, c'est très intéressant, cela me fait progresser. Par exemple, pour les étoles en demi-cercle que je peins pour Louis Féraud dans les tons d'or, j'ai dû rechercher les bons pigments, j'ai beaucoup appris.*»

Cependant, elle entend également s'ouvrir sur le quartier. Sa boutique est une vraie boutique et tout est en vente, même si Sylvette a parfois un peu de mal à se séparer de ses créations préférées...

M.P.L.

□ 18 rue Muller. Les bijoux : de 390 F à 5 000 F. Les tissus : de 280 F à... 25 000 F.

Être Éditions rue André del Sartre : mieux vaut Être mais aussi paraître

Etre Éditions : une toute nouvelle maison d'édition apparaît dans le paysage tant du livre de jeunesse que de la rue André del Sartre. «Être Éditions, pourquoi donc ? Parce que je me suis longtemps demandé s'il fallait être ou ne pas être, parce que vaut mieux être mais aussi paraître !», plaisante son fondateur, Christian Bruel.

Installée au 13 de la rue, à côté de la maternelle, Etre Éditions n'est opérationnelle que depuis janvier, mais Christian Bruel est loin d'être un nouveau venu : il a dirigé de 1976 à 1996 le *Sourire qui mord*, une petite maison d'édition respectant pas les lois du marché du livre pour enfants, privilégiant le dessin en noir et blanc et préférant au gentillet ou au clinquant des œuvres parfois moins immédiates. «*Les enfants ont droit à de vrais livres, ni édulcorés ni pré-mâchés*», dit-il.

Le *Sourire qui mord* n'a pas résisté à son absorption en 1985 par Gallimard et aux dures lois de l'édition de masse. Mais Christian Bruel persiste et signe dans le genre souriant mais capable aussi de mordre.

Que fait la maîtresse quand l'école est finie ?

Les premiers ouvrages sortis d'Être Éditions sont de lui, «*façon de minorer les coûts pour un redémarrage.*» *Chonchon* (illustrations à la gravure sur bois et au pochoir de Sophie Dutertre), bel album sur papier ivoire, raconte le rêve d'un ours en peluche ; c'est aussi une fable sur l'identité, la différence, le doute, la connaissance de soi. *Chonchon* est tiré à 6.000 exemplaires, tous semblables mais pas vraiment car chaque couverture a des tons différents, c'est emblématique !

Christian Bruel signe aussi les deux premiers titres de sa collection *Vis-à-vis*, petits livres-jeux à lire en vis-à-vis, chaque double page permettant de multiples lectures parfois surprenantes : *Petits chaperons loups* (images Nicole Claveloux) et *La Bourse ou la vie* (images Bernard Bonhomme).

Enfin, il réédite deux des grands succès du *Sourire qui mord*, illustrés par Anne Bozellec et introuvables maintenant bien qu'ils aient été sept et neuf fois réédités à l'époque. Ce sont *Les Chatouilles*, histoire à la fois très innocente et un peu provoc d'un petit garçon, une petite fille, un chat et quelques souris qui se font guiliguili au lit. Et c'est *Ce que mangent les maîtresses* où une petite classe s'interroge et délire sur ce que fabrique la maîtresse quand les enfants ne sont plus là.

Cinq premiers titres donc et d'autres à suivre au printemps avec d'autres auteurs mais toujours le même critère : «*faire exister des ouvrages dont on a rêvé qu'ils pourraient exister puis espérer très fort qu'ils auront des lecteurs, plutôt que de se conformer à une prétendue étude de marché.*»

Marie-Pierre Larrivé



Deux projets qui suscitent la contestation dans le quartier, tous deux pour les mêmes raisons : les habitants se plaignent d'une concertation insuffisante...

Bretonneau : le Cadeb hausse le ton

Et voici le dernier feuillet de la contestation sur le futur hôpital Bretonneau. Ecartons d'entrée toute remise en cause de l'hôpital lui-même. Il fait l'unanimité. En revanche, en ce qui concerne les parties réservées aux habitations pour le personnel, situées à la pointe des rues Joseph de Maistre et Etex, le Cadeb (Comité d'action et de défense des riverains de l'espace Bretonneau) semble avoir atteint ses limites de patience.

Encore et toujours, c'est la méthode de travail qui choque cette association qui s'estime oubliée des concertations malgré des courriers rassurants et des soutiens qu'elle juge dictés par la seule opportunité.

4 immeubles de 5 étages

M. Billardon, président du Cadeb, a pu voir les maquettes définitives du futur bâtiment, tel qu'il a été adopté par le Conseil de Paris. Ce sont en fait trois immeubles de cinq étages, avec 85 logements et 105 places de parking, qui seront réalisés. Une construction élevée, avec un sous-sol profond, qui remplacera les anciens petits blocs aux fondations réduites. Mais tout le monde s'accorde à dire que cette réalisation est respectueuse du plan d'occupation des sols (POS). Alors quoi ?

Le Cadeb estime n'avoir été convié aux réunions de concertation que pour être mis devant le fait accompli, ses avis techniques n'ont pas été pris en considération, les promesses de l'association aux discussions avec l'OPAC qui est en charge de la construction, avec la mairie d'arrondissement et la mairie de Paris, avec l'Assistance publique propriétaire du terrain ou avec les architectes, n'ont jamais été suivies d'effets. L'association n'a aucune réponse, dit M. Billardon, sur ses revendications concernant la lumière pour les immeubles situés en face du futur ensemble, sur l'éventuel danger d'affaissements dû à la profondeur des travaux, les possibilités de vibrations.

Un recours gracieux

Après avoir envisagé une action judiciaire, mais dissuadé de le faire par son avocat, le Cadeb veut maintenant déposer un recours gracieux auprès de la Mairie de Paris.

En effet, le projet retenu a transféré l'entrée du parking rue Joseph de Maistre, la plus fréquentée et habitée, alors que les plans qui avaient été présentés à la mairie du 18e la situaient dans la plus calme rue Etex. Avec les ambulances, les bus et les voitures, la circulation et le bruit augmenteront en intensité.

Sur la hauteur des bâtiments, le Cadeb demande un décroché au niveau R + 4, similaire à celui prévu au cinquième étage, afin de gagner en luminosité. L'association veut aussi que soient employés des matériaux acoustiques (le Cadeb en a fourni des échantillons aux architectes), et le remplacement des briques prévues sur une partie des façades par un matériau plus clair.

La demande la plus forte des riverains est toujours l'assurance que les travaux et la construction définitive n'occasionneront aucun dommage aux immeubles voisins, et que le sous-sol pourra supporter le poids de l'édifice.

La réponse de l'AP

A ces griefs, l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) répond que le Cadeb était convié à toutes les réunions, qu'une étude d'ensoleillement a été remise, que les façades rue Joseph de Maistre seront disposées en cours et perpendiculaires à la voie, ce qui réduit grandement les nuisances sonores. De plus, le bâtiment s'arrê-

tant à R + 5 (cinq étages sur rez-de-chaussée), il est en deçà des maxima fixés par le POS.

L'entrée du parking a été transférée rue Joseph de Maistre parce que l'accès aux infrastructures de l'hôpital était situé rue Etex. Quant aux fondations, la technique moderne employée garantira, assure l'AP-HP, la stabilité de la construction et celle des immeubles environnants. Toutes ces explications seront mises en forme dans un "projet modificatif" à venir que l'OPAC portera à la connaissance du public.

La municipalité du 18e estime, elle aussi, que la concertation a joué. « Nous sommes plutôt satisfaits, nous a dit son porte-parole, d'avoir à faire à l'Assistance publique et à l'OPAC : si les terrains avaient été vendus à un promoteur privé, il n'aurait même pas été question d'informer les riverains ! » La municipalité du 18e pense qu'il est sans doute possible d'améliorer encore le projet, mais s'interroge aussi sur les motivations de certains riverains : « Au cours d'une

réunion, nous avons entendu quelqu'un dire qu'il ne voulait à aucun prix des HLM, qui dévaloriseraient le quartier ! »

Enfin, la mairie du 18e a posé auprès de l'Hôtel de Ville la question des équipements publics nécessaires pour accueillir ces habitants nouveaux, notamment des écoles...

Quant à M. Stéfani, qui fait campagne pour les élections régionales, on nous a dit à sa permanence que, ne connaissant pas suffisamment le dossier, il n'a pas encore de position, mais qu'il a pris rendez-vous avec l'Assistance publique.

Déçu par la mairie "plurielle" du 18e, découvrant que le candidat d'opposition s'informe trois ans après le début de la procédure, le Cadeb semble déterminé à se battre. Pour ses revendications bien sûr, mais aussi pour savoir si une association de quartier à laquelle on a promis de l'informer avant la prise de décision, peut être autre chose qu'un gadget de la démocratie locale.

Bertrand Combaldieu

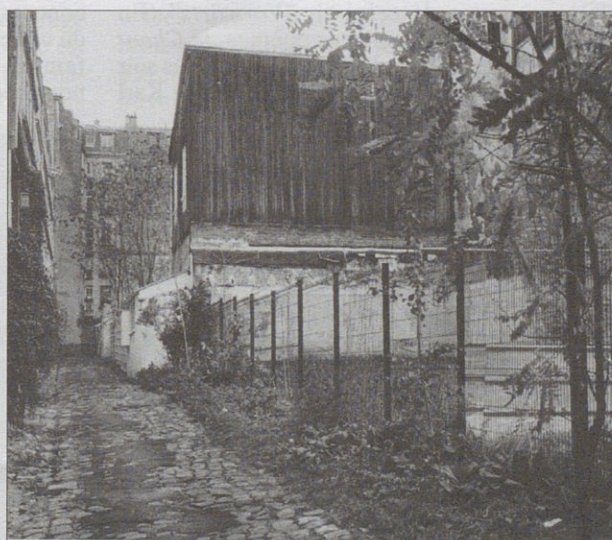
Le jardin des Deux Nèthes encore (provisoirement) dans l'impasse

Le projet d'aménagement en jardin public du terrain vague situé entre l'impasse des Deux Nèthes et l'impasse de la Défense, près de la place Clichy, est à nouveau en panne. Le conseil d'arrondissement du 18e a refusé, le 2 février, d'inscrire à son ordre du jour une délibération à ce sujet proposée par la mairie de Paris. Une semaine plus tard le Conseil de Paris a pris la même décision. Motif principal : insuffisance de concertation avec les habitants du quartier.

Le projet date de 1985, année au cours de laquelle a eu lieu une enquête publique à ce sujet. Mais il a ensuite été enterré pendant une dizaine d'années, jusqu'à ce que l'association de quartier *Déclit 17/18*, qui venait de se créer, s'emploie à lui redonner vie.

Une prairie fleurie

Elle a obtenu des services de l'Hôtel de Ville qu'en attendant la réalisation du jardin, le terrain vague soit transformé en prairie (non accessible au public), qui sera fleurie au printemps. Elle a également obtenu que les habitants des dernières maisons vétustes



Une des questions posées : le maintien de ce bâtiment impasse des Deux Nèthes, au milieu du futur jardin.

situées sur cet espace, le long de l'avenue de Clichy, soient relogés, afin que ces bâtiments puissent être démolis. C'est chose faite, le dernier bâtiment a été abattu en novembre 97.

L'association avait également enregistré la promesse qu'elle serait consultée sur le futur aménagement. Or elle a appris soudain, à sa surprise, qu'un texte tout ficelé était proposé aux élus municipaux sans qu'il y ait eu la moindre concertation.

L'association de quartier est en

désaccord sur plusieurs points avec ce texte. D'abord, elle souhaite le maintien de la maison en bois située au 10, impasse des Deux Nèthes, actuellement occupée par une famille de sept personnes qui vient de la "retaper". Cette construction, d'allure assez originale, peut très bien être intégrée dans le paysage du futur jardin.

Elle demande aussi des précisions sur le bâtiment situé au fond de l'impasse de la Défense, formé d'anciens ateliers d'artisans à structure métallique et verrière autour d'une cour. Ce bâtiment est actuellement occupé en partie, avec l'accord de la mairie de

Paris, par une compagnie théâtrale qui s'est donné le joli nom d'*Eclat immédiat et durable*. L'association de quartier souhaite que ce bâtiment soit réhabilité, ou à défaut que soit envisagée une construction nouvelle dans le même esprit, à vocation artistique.

L'association a proposé enfin qu'une parcelle du futur jardin soit réservée à des activités de jardinage pour les écoliers. Aucune réponse n'a été fournie à cette suggestion.

Ludovic Maire



Deux voisins au cimetière Montmartre

Anatole : le sommeil du garde-champêtre

Anatole, le garde-champêtre de la Butte, repose désormais au cimetière Montmartre. Sa tombe, surmontée d'un buste dû au sculpteur Orezola, se trouve dans la division 21, juste devant celle de François Truffaut, en face de celles du peintre Greuze et du poète Heinrich Heine. Mick, sa compagne, a fait poser sur la pierre les décorations militaires d'Anatole, dont il était fier, et la médaille du Mérite qui venait de lui être attribuée lorsqu'il est mort.

Jacques Delarue, dit Anatole, avait acheté cet emplacement en 1985, conjointement avec Mick, dont la place est réservée à son côté. Il y avait fait graver son nom de son vivant. Il a seulement fallu ajouter la date du décès.

Anatole racontait d'ailleurs qu'un jour, à la terrasse d'un café

de la Butte, un de ses anciens amis, perdu de vue depuis un certain temps, était venu vers lui tout étonné : «*Tu es là ? Moi qui te croyais mort, j'avais vu ta tombe au cimetière !*» - «*C'est vrai, avait répondu Anatole, mais j'ai obtenu une permission de sortie, à condition d'être rentré à 5 heures.*»

Les obsèques d'Anatole ont donné lieu à un quiproquo : les responsables du folklore du Vieux Montmartre, dont Anatole était un des animateurs, avaient prévu un enterrement en grande foule, avec messe à l'église Saint-Pierre. Ils avaient seulement oublié de consulter les deux enfants de Jacques Delarue. «*Pas de messe, ont dit ceux-ci, car notre père était athée, et pas de fanfares.*» Les obsèques se sont donc déroulées dans l'intimité.



Surmontant la tombe d'Anatole, son buste par le sculpteur montmartrois Orezola.

«Ici repose un poète allemand.»

En février, comme chaque année, la tombe d'Heinrich Heine (située juste en face de celle d'Anatole) a été une des plus fleuries du cimetière Montmartre.

Ici repose un poète allemand... C'est l'inscription qu'il aurait voulu lui-même, Heinrich Heine, cet intellectuel européen avant la lettre, cet écrivain allemand émigré en France en 1831. Sur sa tombe au cimetière Montmartre, en fait, s'élève un monument blanc avec son buste en pierre et, sur les trois côtés, des vers de son poème «*Où ?*»

C'est le 20 février 1856 qu'une centaine de personnes accompagnèrent le cercueil de Heine au cimetière. Et depuis, chaque année, en février, des Allemands de Paris viennent se recueillir sur sa tombe.

Heine, qui est un des plus grands poètes allemands, a joué un véritable rôle dans les cercles artistiques et littéraires parisiens. Il fréquentait les salons, était l'ami de Balzac, Dumas, Théophile Gautier. Il reconnaissait Victor Hugo comme le plus grand écrivain du temps, bien qu'il n'eût pas personnellement de la sympathie pour lui. Ses chroniques «*De la France*» et «*De l'Allemagne*» (1832, 1835) ont été publiées en français.

Heine était un fervent républicain et c'est cette orientation, plus la censure germanique, qui le fit fuir l'Allemagne et adorer la France. Son fameux cycle «*Allemagne, conte d'hiver*» résume en allégories à l'allure de cauchemars l'impression que lui fit sa patrie, alors sous la répression générale des petits souverains, lors de son dernier voyage outre-Rhin en 1844.

C'est à Paris également qu'il ren-

contra, en 1843, un de ses compatriotes, exilé comme lui, Karl Marx. Il publia deux grands poèmes dans la revue de celui-ci, «*Vorwärts*» (En avant). Un de ces poèmes, le *Chant des tisserands*, remanié soir après soir lors des passages de Heine chez Karl

Il souffrait d'une maladie de la moelle épinière. Juif converti au protestantisme, il voulut cependant avoir une concession dans la partie catholique du cimetière Montmartre afin que sa femme Crescence, qu'il avait surnommée Mathilde, puisse reposer



En février 1901, chœur d'hommes chantant le plus fameux lied de Heine, la *Lorelei*, autour de sa tombe. Les poèmes de ce post-romantique ont été mis en musique plus de 6 000 fois, par Schubert, Schumann, etc...

et Jenny Marx, devait par la suite être publié une dizaine de fois sous le titre *le Manifeste de 1844*.

Heine habita rue des Martyrs, rue du Faubourg Poissonnière. Ses huit dernières années, ce bohème élégant resta cloué au lit dans son appartement, rue d'Amsterdam puis rue Matignon.

auprès de lui. Il l'avait connue vendant des chaussures dans un passage près du Louvre et ce fut le grand amour de sa vie. Sa pierre tombale, à côté du nom de Heinrich Heine, annonce laconiquement «*Frau Heine*» (Madame Heine).

Silke Rotzoll



Ecole Labori : fermeture d'une classe annulée

En janvier, enseignants et parents Labori ont appris que l'académie envisageait de supprimer une classe dans l'école, ce qui se traduirait par la fusion du CP et du CE 1.

L'académie prévoyait que le nombre d'élèves à la rentrée prochaine descendrait à 95. Le directeur, lui, en prévoyait plus de 100.

En outre, il était prévu d'enlever à cette école les classes de 6e et 5e spécialisées qui s'y trouvent, destinées à des enfants ayant eu des difficultés scolaires pour des raisons diverses. Ces classes, l'académie veut les transférer au collège Marie Curie, rue Boinod. Or le corps enseignant de Marie Curie n'est pas enchanté de cette arrivée ; de leur côté les parents d'élèves considèrent que la présence de ces classes à l'école Labori amène de bons résultats en matière de rattrapage et ne voient pas pourquoi il faudrait changer.

Dans ce quartier où tout le monde se connaît, la mobilisation a été immédiate. Contacts avec les élus municipales du 18e, Mme Lepetit, Mme Mayer, ainsi qu'avec Mme de Panafieu, député ; toutes trois ont effectué des démarches pour soutenir l'action. Assemblées de parents. Manifestation devant le rectorat le 30 janvier. Occupation du bureau du directeur. Signature d'une pétition.

Ça a été efficace : à la mi-février, l'académie renonçait à la suppression d'une classe. Le problème des 6e et 5e S reste cependant posé.

Cette école connaît en outre actuellement un problème : l'institutrice de CP est en congé de maternité ; c'était prévu depuis longtemps, pourtant le rectorat n'a pas pris les mesures nécessaires pour son remplacement. Depuis le début de l'année, trois remplaçants provisoires se sont succédé à rythme accéléré, ce qui est préjudiciable pour des enfants apprenant à lire. Parents et enseignants envisageaient une action si une solution durable n'était pas trouvée à la rentrée des vacances de février.

Grandes Carrières

Les commerçants de l'avenue de St Ouen fêtent la Journée des femmes

Les 270 adhérents de l'Association des commerçants de l'avenue de St-Ouen innovent : ils ont décidé de célébrer à leur façon le 8 mars, Journée internationale de la femme. Des animations sont prévues, des dégustations de produits de fabrication traditionnelle et artisanale, et un grand buffet convivial à 13 h 30 à la brasserie *le Championnet* (carrefour Guy Môquet).



Le Centre Binet dans les Échanges d'images

Depuis trois ans, l'atelier photo du Centre d'animation Binet est engagé dans une vaste opération de travail en commun et d'échange d'expositions avec les ateliers photo d'un certain nombre d'autres centres dans Paris.

Quand, dans onze centres d'animation dépendant de la Ville de Paris, des photographes amateurs travaillent sur le même thème, cela donne *Echanges d'Images*. Le Centre d'animation Binet, près de la Porte Montmartre dans le 18e, est avec celui de Saint-Michel (6e) à l'origine de cette manifestation photographique, qui en est à sa troisième année.

C'est en juin 94 que ces deux centres se sont rapprochés, à l'initiative de Bruno Thomas, professeur de photo à Binet.

L'idée était alors de coordonner un échange d'expositions thématiques entre les 14 centres qui proposent l'activité photo (sur les 41 que compte la capitale). Fédérer la totalité des centres pour ce projet n'est pas si simple, car il faut tenir compte de la composition sociale de chaque arrondissement afin de ménager, dans certains cas, des susceptibilités. Il n'empêche. *Echanges d'Images* présente pour la saison 97-98 un ensemble de 11 expositions réparties sur 6 arrondissements, et il est même question d'une incursion en Belgique ! Du 5 au 21 mars, on pourra voir au Centre Binet une de ces expositions, réalisée

par le Centre Mercœur.

Le thème imposé cette année est d'actualité puisqu'il s'agit de : "Écologie, réflexion d'une pensée". L'an dernier, les thèmes étaient : "Vus de dos" et "Couples".

En plus de la possibilité de faire valoir auprès du public la diversité et la richesse de la formation dispensée dans chacun de ces centres, cette opération permet une confrontation et un enrichissement mutuel au niveau des adhérents. Les expositions réalisées par les différents centres "tournent" de l'un à l'autre, jusqu'à l'exposition finale qui réunit les meilleures images.

Au centre Binet, ils sont huit actuellement, inscrits dans l'atelier photo, à se préparer activement. Ce nombre est fixé en fonction des possibilités des locaux et du matériel : de la prise de vue au tirage en passant par le développement, c'est l'adhérent lui-même qui procède à chacune des étapes. A raison de trois heures hebdomadaires dans des conditions de travail propices, un vrai laboratoire et un agrandisseur à la disposition de chacun, la production de ces images "échangeables" est probante.



Cette photo de Bruno Thomas, organisateur de l'opération "Echanges d'images", illustre le thème de cette année : Écologie, réflexion d'une pensée.

Des "clics" d'or, d'argent et de bronze récompenseront les meilleurs travaux lors de l'ultime exposition en novembre 98. Le gagnant du "clic d'or" recevra des cadeaux d'une valeur de 5 000 F.

Christian Adnin

□ 66 rue René Binet. Coordination : Bruno Thomas, tél. 01 42 55 69 74.

Journée des femmes à la Goutte d'Or : films et débats sur le développement

Cette année, le 8 mars, c'est à la Goutte d'Or que la municipalité du 18e invite à célébrer la Journée des femmes. Thème : le rôle des femmes dans le développement en Afrique.

C'est un fait vérifié : l'éducation des femmes et leur capacité à peser sur l'évolution des sociétés sont une des clés du développement. A la salle Saint-Bruno seront présentés des documentaires sur ce thème : *Tesito* de Safi Faye (Sénégal), *Kado et Les vrais faux jumeaux* de Valérie Akobé (Burkina Faso), *Rêves de femmes* (Mali), *Le groupement de femmes de Cascas* (Sénégal). Suivra un débat, avec la participation des réalisatrices.

On pourra voir deux expositions photo. Il y aura un goûter organisé par l'association *Délices et Compagnie* (association intermédiaire pour l'emploi installée rue de Laghouat). Entrée gratuite, goûter payant.

Deux associations du quartier, *Accueil Goutte d'Or* (qui fait de l'alphabetisation pour les femmes) et *URACA* (qui travaille dans le domaine des cultures africaines), sont associées à la préparation de cette journée.

□ Salle St-Bruno, 9 rue Saint Bruno. Dimanche 8 mars de 15 h à 19 h.

(Page 15, à propos de la Journée des femmes, voir notre chronique historique sur la conquête du droit de vote par les femmes en France.)

Chômeurs et EDF, suite

Une soixantaine de personnes ont manifesté avec les associations de chômeurs à la Goutte d'Or le 11 février pour protester contre les coupures d'électricité que connaissent les personnes les plus démunies. Parti de Château Rouge, le parcours de la manifestation incluait la visite de deux appartements, rue de Suez et rue Marcadet, domiciles de chômeurs ayant fait l'objet de coupures d'électricité. Le cortège s'est ensuite dirigé vers l'agence EDF du 70 boulevard Barbès. Mais les forces de police étaient là et le rideau de fer de l'agence baissé. Les manifestants se sont dispersés dans le calme.

Le 13 février, une "cellule" constituée du directeur de l'agence EDF, de représentants de la Direction des affaires sanitaires et sociales (Dases) et du Centre d'action sociale, ainsi que Mme Demangel, adjointe au maire du 18e, s'est réunie. Il s'agissait de coordonner le dispositif d'aide aux démunis qu'EDF met en place à partir de mars. Bien qu'ayant demandé à y participer, les associations de chômeurs n'avaient pas été conviées.

L.M. et J.B.

Vous cherchez un agrandisseur ?

En dehors des horaires réservés aux participants de l'atelier photo, on peut utiliser le labo du Centre Binet et ses agrandisseurs en libre service : 300F pour cinq séances d'une demi-journée, ce n'est pas cher (caution 900F). L'inscription à l'atelier photo, pour un adulte, coûte 1 700 F pour l'année (mais attention, le nombre de places est limité).

Goutte d'or



Le "pôle santé" de la rue Cavé va mettre les petits plats dans les grands : du 2 février au 11 mai, il reçoit dix classes de cours préparatoire et cours élémentaire des écoles Richomme, Cavé, Doudeauville, Oran, Pierre Budin et Jean-François Lépine. Quatre petits déjeuners seront servis aux 250 élèves qui se succéderont semaine après semaine, pour les initier à la diététique. Chaque classe peut se faire accompagner par une dizaine d'adultes, des parents surtout.

Selon les études, 40 % des moins de 18 ans absorbent une ration ali-

Petits déjeuners pour 250 écoliers au pôle santé Cavé

mentaire insuffisante, parfois moins de 15 % des besoins, et «pas seulement pour des raisons financières, estiment les responsables de la DASES, mais aussi parce que bien des parents ignorent ce que signifie un repas équilibré».

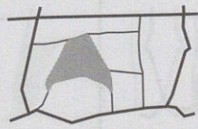
La salle est vaste, les locaux clairs et accueillants. Elèves et parents prennent place autour de petites tables. Le premier petit déjeuner est «comme en France» : chocolat (du vrai cacao), tartines de beurre et de confiture (on peut choisir entre deux sortes de pain), fruits. Le deuxième «comme en Afrique» permet d'apprécier des beignets et froment accompagnés d'une boisson à base de maïs et de lait, ainsi que des papayes et des ananas. Il a

été préparé par des associations locales, l'URACA notamment, et il se conclut par un conte. Le prochain sera «comme au Maghreb» et, pour le dernier, chacun composera le repas de son choix.

Des images expliquant la valeur nutritive des aliments ornent les murs. Ces petits déjeuners serviront de support pédagogique pour les enseignants.

A l'origine, cette initiative devait commencer en janvier ; les responsables ont dû décaler d'un mois : ils avaient négligé le fait qu'en janvier, cette année, c'était le Ramadan et à la Goutte d'Or ça a une certaine importance !

Clignancourt



Rue Francœur, dans les anciens studios Pathé "Images en développement" : des cinéastes au service de l'humanitaire

Installée depuis 1996 au 9 rue Francœur, dans des locaux qui faisaient partie des anciens studios Pathé, l'association *Images en développement* réalise des films documentaires. Ces jeunes réalisateurs indépendants issus de différents pays (José Huertas est espagnol, Germana Cruxen brésilienne, Guillermo Escalon vénézuélien) ont depuis 1988 produit dix films, la plupart pour des organisations humanitaires (CCFD et Frères des hommes notamment).

L'histoire du groupe a commencé en 1987, lors de l'engagement de l'un d'eux dans une action humanitaire à Fortaleza, un bidonville dans le Nordeste brésilien. De la rencontre avec cinq adolescents de ce bidonville est née une fiction écrite et interprétée par les jeunes eux-mêmes, *Esperanza a conquistador* (l'Espérance à conquérir). Si les thèmes des films qui suivirent sont surtout axés sur le développement en Amérique du Sud, l'équipe ne s'est pas limitée à cela : en 1997 ils ont produit un reportage sur un centre d'accueil de toxicomanes, d'autres en 1993 et 1994 sur l'exclusion à Paris et sur les Tziganes de Roumanie.

Leurs films refusent le voyeurisme et existent grâce à un partenariat actif avec les associations humanitaires. Ils apportent leurs compétences (auteurs, cameramen, ingénieurs du son, monteurs), leur logistique (location de matériel à prix préférentiels), les contacts avec les réseaux de diffusion.

Ils organisent aussi des événements culturels et notamment des projections de jeunes réalisateurs brésiliens à

l'ambassade du Brésil en France. Mais un cycle de films sur la dictature au Brésil de 1964 à 1985 s'est récemment vu refusé.

Les budgets des films varient : de 600 000 F pour celui réalisé en 1993 sur la violence en Colombie pour le CCFD, à 25 000 F pour de plus petites associations. Les coûts sont partagés avec ceux qui conçoivent un projet. Ainsi, en ce moment, ils filment les manifestations des comités de défense des paysans sans terre du Brésil.

Ils ont des projets sur le bidonville de Fortaleya près de Rio¹ et sur les micro-entreprises au Pérou.

L'association n'a aucune subvention. Chaque réalisateur, pour survivre, travaille individuellement ailleurs qu'à *Images en développement*.

Dans les locaux du 9 rue Francœur, ils coexistent avec *Documentaire sur*

Grand Ecran (cf 18e du mois de janvier 98 page 22), association qui produit et diffuse également des documentaires.

Les travaux engagés pour la transformation des studios Pathé (la FEMIS, l'école du cinéma, n'en occupera plus qu'une partie, dans le reste on construira des logements) vont les obliger à quitter les lieux avant juin prochain.

Mais ils restent disposés à collaborer, à créer pour les associations du 18e arrondissement.

Jean-Yves Sparfel

☐ Tél. 01 42 51 77 99.

1. Orson Welles a déjà filmé ce bidonville, qu'il avait découvert alors qu'il était au Brésil pour réaliser un film sur le carnaval de Rio. Ce fut *It's all true*, destiné à interpeller les autorités, mais resté inachevé.

Rue Duc : chômeurs et postiers ensemble

Chômeurs et salariés manifestant ensemble contre des suppressions d'emplois : ce n'est pas fréquent, cela s'est produit le 5 février devant le bureau de poste central du 18e, rue Duc, où des chômeurs membres de l'APEIS (cf 18e du mois février 98) ont distribué des tracts avec les postiers CGT.

Les suppressions d'emplois intervenues depuis trois ans chez les postiers du 18e ont provoqué déjà des mouvements de grève : une assez longue grève des facteurs début 1995, des arrêts ponctuels dans plusieurs bureaux (Marx Dormoy, Clignancourt,

Abbesses...). D'autres suppressions de postes sont prévues. Les postiers veulent attirer l'attention du public sur cette évolution. Les postiers CGT réclament une réduction du temps de travail permettant de créer des emplois, l'arrêt du recours à des non-titulaires, l'ouverture d'un concours national de guichetiers (il n'y en a eu aucun depuis 1990). Les chômeurs de l'APEIS, eux, demandent le relèvement de 1 500 F des minima sociaux, l'établissement d'une allocation pour les jeunes demandeurs d'emploi et bien sûr, avant tout, du travail.

Goutte d'or



Carnaval pour le mardi-gras... et on remettra ça le 27 mars !

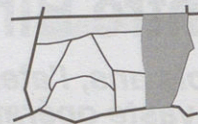
Mardi Gras tombait cette année le 24 février. Des associations de quartier du 18e et du 19e l'ont fêté avec deux jours d'avance, dimanche 22 février, par des défilés costumés qui, partant de divers points (notamment dans le 18e, place des Abbesses, et square Léon à la Goutte d'Or), ont convergé vers la place Stalingrad.

Selon la tradition, le printemps et la Mi-Carême se fêtent aussi par un carnaval. Les écoles maternelles de la ZEP Goutte d'Or annoncent donc pour le vendredi 27 mars un autre carnaval, réservé aux petits, avec temps forts musicaux. Rendez-vous le matin de 9 h à 9 h 30 au square Willette, puis au square Léon (de 10 h à 10 h 30 et de 15 h 30 à 16 h).



Rassemblement près du square Léon. Certains des costumes étaient superbes

Chapelle



Parents d'élèves de la Chapelle : un an de gagné... mais ils continuent

Dans les baraquements préfabriqués de l'école 10 rue de Torcy, les parents d'élèves du collectif de la Chapelle, qui occupaient depuis un mois et demi le bureau du directeur, avaient le sentiment que leur action s'enlisait. Ils sont passés à la vitesse supérieure, décidant début février d'occuper les locaux la nuit également.

Riposte de l'administration : M. Crémadeils, directeur de l'académie de Paris, a fermé l'école et ordonné aux instituteurs de ne plus y aller.

Mais comme cette décision avait été prise à la hâte, sans qu'on puisse prévenir les parents, de nombreux enfants se sont présentés jeudi 5 février à cette école sans enseignants. Les parents du collectif ont dû les accueillir et les conduire dans les écoles voisines.

Le vendredi 6, les parents ont occupé les bureaux d'une autre école, Maurice Genevoix.

2002, c'est trop loin

L'objectif du collectif de parents reste le même : obtenir la procédure d'urgence pour la construction d'une école supplémentaire et d'un collège à la Chapelle, afin que ces établissements ouvrent en 1999 et non en 2002 comme l'annonce la mairie de Paris.

Au cours d'une entrevue avec M. Goasguen, adjoint au maire de Paris chargé des affaires scolaires, le collectif de parents a prouvé, documents à l'appui, qu'on peut accélérer les choses. M. Goasguen a dû en convenir et annoncer qu'on pourrait probablement avoir fini en 2001. Un an de gagné. Mais pour les parents, c'est encore insuffisant.

L'école et le collège seront-ils inscrits au budget ?

D'autant qu'au Conseil de Paris du 9 février, ils ont constaté que la question de l'école et du collège de la Chapelle n'était toujours pas inscrite à l'ordre du jour. Le budget de la Ville doit venir en débat au Conseil de Paris le 23 mars. Les premières dépenses relatives à la construction des écoles de la Chapelle (notamment l'achat du terrain) y figureront-elles ?

Le bras de fer commencé le 11 décembre (voir nos précédents numéros) continue donc. Interrompu par les congés scolaires, il devait reprendre à la rentrée.



Procès de la pollution par les locos diesel : on attend le jugement

Le tribunal rendra son jugement le 19 mars dans le procès intenté à la SNCF par des riverains, qui accusent les locomotives diesel du dépôt Pajol de polluer le quartier. Une grève est prévue à l'école rue du Département sur ce problème.

Le tribunal d'instance du 18^e a entendu le 5 février les plaidoiries dans le procès intenté à la SNCF par 39 riverains et par l'association *Gare aux pollutions*. Les plaignants, qui accusent la SNCF de polluer l'atmosphère par les locomotives diesel, ont produit à l'appui de leurs demandes de nombreuses attestations d'habitants et des certificats médicaux.

L'avocat de la SNCF a demandé au tribunal de se déclarer incompétent pour juger de cette affaire. Selon lui, les plaignants auraient dû s'adresser à un tribunal administratif. Or, devant les tribunaux administratifs, les délais sont beaucoup plus longs.

L'avocate des riverains a insisté sur le fait qu'ils demandaient seulement des mesures d'urgence, et non la démolition des installations de la SNCF.

Exemple : la SNCF peut très bien faire partir les trains de la ligne Paris-Bâle en traction électrique, quitte à changer ensuite de motrice et remplacer les locos électriques par des diesel à partir de l'endroit où la ligne cesse d'être électrifiée. cela n'allongerait le trajet que d'une dizaine de minutes...

Le tribunal a annoncé qu'il rendrait son jugement le 19 mars.

Dans une lettre à M. Marcovitch, député de la circonscription, le direc-

teur de la SNCF, M. Gallois, proposent un certain nombre de mesures : utilisation d'une huile et d'un gazole permettant de réduire le temps de préchauffage des locos et la pollution, remotorisation progressive des locos, réduction du parc d'engins diesel affectés au dépôt Pajol-Ville, report dans une zone « moins critique » des emplacements de stationnement d'une partie des locos.

Mais, pour lui, l'électrification complète de la ligne Paris-Bâle ne peut pas être décidée actuellement, pour des raisons économiques, pas plus que la mise au rancart immédiate de toutes les motrices utilisées pour les manœuvres locales.

Autre fait nouveau : les enseignants de l'école de la rue du Département, qui est située presque au-dessus des voies et donc exposée directement aux fumées, ont annoncé qu'ils avaient décidé de faire grève le 5 mars, spécialement sur ce problème.

Les cheminots CGT prennent position

Un acteur important fait connaître sa position à propos des fumées émises par les locomotives Diesel dans le quartier de la Chapelle : le syndicat CGT des cheminots du dépôt Pajol-Ville.

Dans la polémique qui se développe depuis deux ans à ce sujet, les cheminots sont intéressés au premier chef : si les fumées émises sont dangereuses pour la santé, ceux qui se trouvent sur les locomotives y sont les premiers exposés ; par ailleurs, dans les différentes solutions préconisées, leurs emplois et leurs conditions de travail sont en cause. « Une association de riverains nouvellement créée demande d'ailleurs la fermeture du site avec pour conséquence la disparition de 500 emplois du quartier », déclare d'entrée leur communiqué.

Une des possibilités évoquées dans le débat est le transfert du dépôt à Vaires. Mais Vaires est en très lointaine banlieue, ce qui poserait des problèmes à beaucoup de ces salariés, et rien ne dit que la direction de la SNCF n'en profiterait pas pour supprimer quelques emplois.

Les cheminots CGT manifestent quelques doutes quant à l'importance des pollutions : « Sans nier la réalité de la gêne provoquée par les fumées, les études réalisées à ce jour ne permettent pas de faire porter au dépôt SNCF la responsabilité des pollutions du quartier, ni d'affirmer que celles-ci soient supérieures à la moyenne constatée dans Paris. »

En juin 1996, au cours d'une réunion avec des riverains et des élus du quartier, ils ont fait des propositions « pour aller vers la suppression des nuisances dues aux fumées ». Une

rencontre a eu lieu entre la direction de la SNCF, des associations du quartier et le syndicat CGT. Des mesures « utiles mais insuffisantes » ont été prises. La CGT rappelle qu'elle a demandé :

« A court terme : mise en place sur plusieurs voies de hottes aspirantes et filtrantes, étude de l'équipement d'un dispositif de combustion sur les engins concernés, étude de l'équipement d'un pot catalytique pour les locomotives diesel, réglage des moteurs pendant la période de froid. »

« A long terme : modernisation du parc diesel, électrification de la ligne Paris-Bâle. »

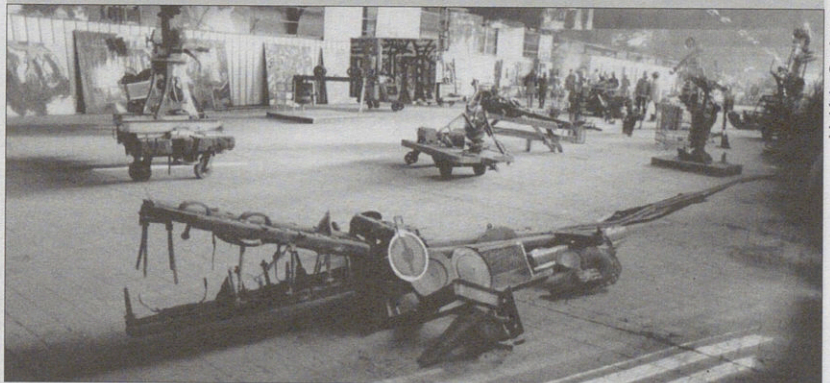
Loin d'être d'accord avec la fermeture du dépôt, les cheminots CGT ont demandé son développement, notamment par une gare marchandises sur le site Hébert, afin « d'éviter au quartier la circulation quotidienne de centaines de camions arrivant en majorité par la Porte de la Chapelle », et par une gare « groupe voyageurs » sur le site Pajol. Mais la direction a jugé ces propositions trop coûteuses.

Les cheminots CGT rappellent que le développement des transports ferroviaires est un des meilleurs moyens de lutte contre la pollution de l'air.

Selon eux, « les véritables intérêts politiques » en jeu dans l'affaire du site Pajol-Ville sont « la vente et l'utilisation des terrains bradés par la direction SNCF à la mairie de Paris ».

Pour conclure, ils appellent à une action commune des cheminots, des usagers, des riverains pour « la modernisation du site et du matériel, l'électrification de la ligne Paris-Bâle, la suppression des nuisances ».

Une foule d'admirateurs pour les "pétrosaures" à la Halle Pajol



Carlos Regazzoni appelle "pétrosaures" les sculptures fantastico-comiques qu'il réalise à l'aide de ferrailles, tel ce crocodile.

Les habitants du quartier de la Chapelle sont venus massivement, les 7 et 8 février à la Halle Pajol, dans les anciens bâtiments de messagerie de la SNCF, admirer l'exposition de Carlos Regazzoni à laquelle les élèves du CM1 de l'école de la rue de l'Évangile ont participé. « Je ne savais pas qu'il existait un tel endroit dans le quartier ! » La surprise de cette visite est à l'image de l'événement.

Trois grands feux illuminent les structures métalliques et leurs flammes font vibrer les reliefs des sculptures de ferraille. Il ne fait pas chaud dans la Halle Pajol pour ces journées portes ouvertes, les groupes de badauds se forment autour des braseros pour se réchauffer, boire, manger et écouter

la musique aborigène d'Australie. Didjeridoo, chants et percussions ajoutent une dernière touche au tableau.

Ce n'est que plus tard, à la tombée de la nuit, que les cracheurs de feu et les jongleurs aux massues enflammées conjuguent leurs talents à ceux des artificiers. Dans le sifflement des missiles et les éclaboussures de lumière, les "pétrosaures" de Regazzoni se mettent à cracher du feu et l'avion du petit prince semble prendre son envol.

La fête est finie... Afin que d'autres événements comme celui-ci puissent encore se produire, espérons que ce lieu survive aux projets immobiliers de la ZAC que la mairie de Paris veut construire à cet endroit...

Laurence Zigliara

18^e

ENQUÊTE

Tati a 50 ans : l'ascension d'un magasin et d'une famille en or



Brahim Chanchabi

Tati attire des clients venant de tout le nord de Paris et de la banlieue. Comme il est normal en matière commerciale, d'autres magasins de vêtements à bon marché se sont ouverts tout autour, transformant le quartier.



Noël Monnier

De Barbès à la rue de Clignancourt et même un peu plus loin, un côté du boulevard Rochechouart appartient presque entièrement à Tati.



Noël Monnier

Une fresque énigmatique

Cette fresque énigmatique, peinte dans des tons bleus sur un mur de maison, 42 boulevard Rochechouart, et qui a intrigué bien des habitants du quartier, est une commande des magasins Tati, comme on peut le voir en observant attentivement le graphisme de l'inscription qui dit : "C'est le geste qui compte". Le T du mot GESTE a en effet la forme caractéristique que l'on retrouve dans l'enseigne TATI. Elle est destinée à illustrer le thème du cadeau.

Il y a 50 ans, Jules Ouaki créait, rue d'Orsel, au marché St Pierre, son premier magasin parisien sous l'enseigne Tati. Depuis, la maison a connu une spectaculaire ascension.

Le développement des magasins Tati boulevard de Rochechouart a fortement marqué le quartier.

Un samedi comme les autres, à l'angle des boulevards Rochechouart et Barbès : la foule. Elle déboule du métro en rangs pressés, elle envahit les trottoirs, déborde sur la chaussée, se croise, se bouscule. Certains ont les bras ballants, ils y vont. D'autres sont encombrés de paquets, de sacs à carreaux Vichy rose et blanc frappés de lettres bleues, ils en viennent... de chez Tati, «Tati les plus bas prix», le magasin qui a marqué la vie du quartier et dont le nom, le slogan, les couleurs sont connus de New-York à Hong-Kong et Abidjan en passant par Lille, Toulouse ou Nancy.

La foule est là, seulement un peu plus dense le samedi que les autres jours. Tati, en 1998, fête ses 50 ans, 50 ans d'irrésistible ascension d'un magasin tentaculaire et d'une famille en or.

Au paradis des tissus

C'est en 1948 que Jules Ouaki, juif d'origine tunisienne, et sa femme Éléonore, fille d'ouvrier hongrois, inventèrent Tati. Jules ouvrit alors une petite boutique rue d'Orsel, à l'angle de la rue de Steinkerque, dans le quartier Saint-Pierre, le paradis des tissus. Un principe simple : acheter en grandes séries en les payant comptant des articles à rotation rapide, compresser les marges au maximum et vendre à prix minimum. Jules avait inventé le «discount».

Succès immédiat, ouverture d'une seconde boutique, toujours rue de Steinkerque, en face de la première. Elles existent toujours, étroites, serrées entre d'autres magasins vendant tissus, galons, boutons ou fripes... elles ont gardé un petit air rétro, des bacs en bois à l'ancienne débordant d'articles pas chers, tenues par les mêmes employées fidèles depuis des lustres. Depuis, Tati a essaimé et investi le boulevard Rochechouart, siège maintenant de l'entreprise : une nouvelle boutique puis une autre à la file et encore une jusqu'à posséder tout l'îlot ou presque, du boulevard Barbès à la rue de Clignancourt, englobant la rue Belhomme (un pont y est jeté, la traversant au niveau du deuxième étage entre deux magasins Tati).

Des rez-de-chaussée, Tati est monté dans les étages. La famille Ouaki a racheté peu à peu la quasi-intégralité des immeubles du n° 2 au n° 30, et puis encore du 38 au 42, y installant des rayons supplémentaires de magasin et des bureaux, y logeant parfois ses employés. (La famille d'Ibrahim Ba, footballeur de l'équipe de France, dont le père était comptable chez Tati, y habite encore.)

Le café le Relais de la rue Belhomme lui appartient et même le Louxor, ce cinéma désaffecté dont la façade art déco se dresse de l'autre côté du métro aérien, au coin du boulevard Magenta.

A l'angle des deux boulevards, là même où Zola avait situé son «Assommoir», là où au milieu des années 80 on buvait encore au zinc du Paris-Barbès, la rue appartient à Tati, «la rue est à nous».

A l'angle des deux boulevards, là même où Zola avait situé son «Assommoir», là où au milieu des années 80 on buvait encore au zinc du Paris-Barbès, la rue appartient à Tati, «la rue est à nous».

Le fils rebelle

En 1983, Jules le patriarche décédait. Il avait régné en maître absolu sur ses magasins... et sur sa famille. Lorsqu'il était en voyage, il téléphonait tous les jours entre 17 h et 19 h, et pas question d'être absent à ce moment-là, pas question d'oublier quoi que ce soit dans le compte-rendu quotidien.

L'année suivante, Grégory, l'aîné de ses six enfants, le successeur désigné, mourait aussi. Tati comptait alors trois magasins à Paris (République et rue de Rennes en plus de Barbès). Éléonore, madame mère, prit la régence. En attendant l'éclosion d'un vilain petit canard, Fabien, le cinquième enfant, fils prodigue et rebelle.

A 16 ans, Fabien avait voulu devenir batteur de rock. Fureur du patriarche. Fabien était parti quatre ans en Angleterre, s'était marié contre la volonté de son père, et lorsqu'il était revenu avait tâté de diverses activités ; il avait notamment été animateur



Jules Ouaki et Eléonore en 1950, fêtant le deuxième anniversaire du magasin.



A l'angle de la rue d'Orsel et de la rue de Steinkerque, le premier magasin Tati, ouvert en 1948, existe toujours.

Brahim Chanchabi

d'une "radio libre", *Ici et maintenant*.

«Quand je suis revenu aux affaires, confie-t-il volontiers, mon père m'a ordonné d'aller travailler comme manutentionnaire, histoire de voir ce que j'avais dans le ventre.»

Fabien Ouaki est rentré dans le rang du commerce : directeur général de Tati depuis 1991, il s'est révélé grand chef d'entreprise, plus encore que son père, créant un véritable empire.

Carreaux rose et blanc

Tati en effet possède à ce jour plus d'une vingtaine de magasins à travers le monde : trois à Paris, une dizaine en province et depuis 1994, il a conquis l'étranger avec un premier magasin ouvert en Afrique du sud, au Cap. Suivirent Beyrouth, Genève, Abidjan... tous aux couleurs Vichy rose et blanc siglé de bleu (cela date de la fin des années 50, inspiré à la fois des fameuses petites robes de Brigitte Bardot et d'un cadeau d'anniversaire offert par Jules à Eléonore, un parfum Guerlain emballé rose et bleu. Déclic !)

Tati en outre s'est diversifié

Dans le monde entier

Il y a trois magasins Tati à Paris (Barbès, République, rue de Rennes), sans compter la boutique "Tati-or" de la rue de la Paix, et des magasins à Nancy, Lille, Rouen, Montpellier, Le Havre, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Marseille, Lyon, Fort-de-France en Martinique, Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, Nouméa en Nouvelle-Calédonie, et au Cap, à Beyrouth, Jérusalem, Tel Aviv, Abidjan, Berlin, Luxembourg, Bruxelles, Genève, Istanbul...

(parfums, boutique de mariage, boutique de bijoux en or, ligne couture "La rue est à nous", lancement avec Konica d'un mini-appareil photo baptisé Taticlic...), s'est modernisé (en 1994, le code barre a remplacé les carnets à souche, une révolution) et ne cesse de grandir. Tati, c'est 1 700 salariés en France, un chiffre d'affaire de 2 milliards de francs, 25 millions de clients. C'est aussi 5 millions de collants vendus chaque année, 3,5 millions de petites culottes, 2,3 millions de jouets, 1,5 million de fournitures scolaires, 1,3 million de tee-shirts, un million de draps, un million de soutien-gorge, de tubes de rouge à lèvres, de pantalons...et 28 000 robes de mariées, un inventaire à la Ouaki.

Le rock, la peinture, le foot

Seigneur de Barbès, Fabien Ouaki, 37 ans maintenant, aime toujours le rock, la peinture aussi dont il est grand collectionneur, les chevaux également (il a hérité la passion et l'écurie de son père), le football (on a parlé de lui comme patron possible d'un deuxième grand club en région parisienne), la famille avant tout (sa mère, ses frères et sœur, sa femme et ses quatre enfants).

Mais il fréquente peu le milieu des affaires sinon professionnellement et ne figure pas au Who's Who. «Après tout, on est l'arabe du coin qui est devenu Carrefour», dit-il. Et surtout, il est resté Zen. Adepte du bouddhisme depuis 15 ans, il a une grande admiration pour le Dalaï Lama qu'il a maintes fois rencontré et dont il finance les séjours en France. En 1996, Fabien Ouaki a d'ailleurs publié un livre d'entretiens avec le Dalaï lama, *La vie est à nous*, double référence à ses deux vies.

M.P.L.



Fabien Ouaki. On l'a surnommé "le seigneur de Barbès"...

Noël Monier

Tati. Pourquoi Tati ?

Pourquoi Tati s'appelle-t-il donc Tati ? Rien à voir avec le grand Jacques (Tati) ni avec une tante quelconque mais c'est pourtant une histoire de famille. Jules Ouaki, le fondateur, voulait rendre hommage à sa grand-mère et baptiser son magasin de son prénom, Tita. Mais... le nom était déjà marqué déposé, alors, tout simplement, il a inversé les syllabes : Tati donc. En 1948, il avait aussi inventé le verlan !

Cette double page a été rédigée par Marie-Pierre Larrivé et Sandra Mignot.

Pour le 50e anniversaire

Un sac pour chaque mois

Pour que son cinquantenaire ne passe pas inaperçu, Tati a mis en circulation de nouveaux sacs. Sur une face, le célèbre imprimé vichy rose, estampillé pour l'occasion "Depuis 50 ans les plus bas prix sont chez Tati". Sur l'autre, une œuvre originale réalisée par un artiste de renom : Andrée Putman, Hervé Di Rosa, Erik Dietman, César ou encore, ce mois-ci, le photographe Seydou Keita.



Cette photo de Seydou Keita, réalisée sous le chapiteau dressé en octobre à Barbès, a été choisie pour illustrer le sac Tati de mars.

L'art façon Tati

Fabien Ouaki a fait beaucoup pour que les magasins du boulevard Rochechouart et des artistes parmi les plus fameux se rencontrent. Depuis William Klein (photographe), jusqu'à Hervé Di Rosa (peintre/plasticien), en passant par Julian Schnabel et Robert Combas (peintres), nombreux sont ceux qui, de leur propre initiative ou sur commande du Seigneur de Barbès, ont illustré le thème Tati.

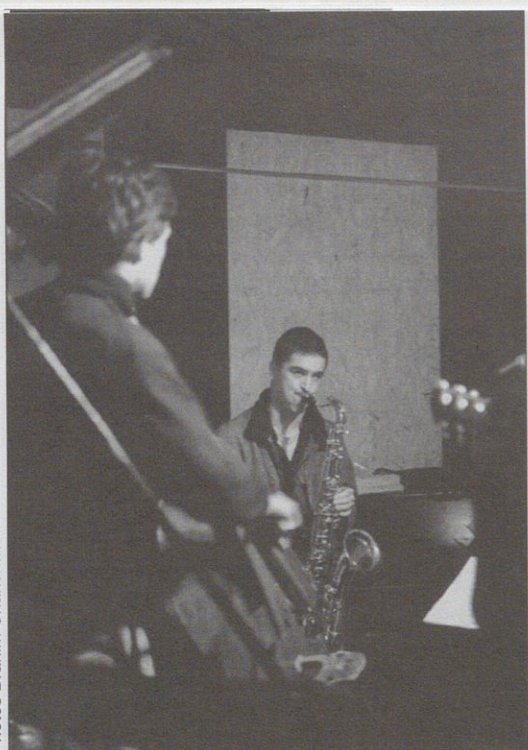
Il y eut Alaïa, le couturier : il a créé sa collection de l'été 91 sur la base du vichy rose de l'enseigne. Ce fut ensuite le tour d'Andrée Putman, designer : elle a conçu en 1993 les meubles, portants, mannequins... de la griffe jeune *La rue est à nous*. Puis il y eut en 1994 l'exposition au Louvre des dessins "tatistes" sur fond blanc et rose de Jean-Ederne-Hallier. Et la même année, le lancement du parfum Tati rose, dont le flacon est l'œuvre de Pierre Dinand. Enfin, en octobre 1997, trois grands photographes africains, Seydou Keita, Malick Sidibé et Samuel Fosso, installaient leur studio photo à Barbès, sous un chapiteau face aux magasins Tati, pour faire le portrait des passants (voir le 18e du mois n° 34).

Pour fêter ses cinquante ans, Tati se devait donc d'honorer à son tour les artistes. Une première exposition aura lieu au Musée des Arts Décoratifs. On y verra les images réalisées par les trois photographes à Barbès, ainsi que celles des lauréats d'un concours lancé en partenariat avec le magazine *Photo*.

Le 16 avril une autre exposition se tiendra à la galerie Art's Factory de la rue d'Orsel. Vingt jeunes artistes (parmi lesquels Diez, Barbara d'Antuono, Kats ou Psyko Tryklo) ont planché sur l'univers Tati. Deux cents œuvres seront présentées jusqu'au 17 mai.

Enfin, du 18 juin au 31 juillet, une troisième manifestation s'installera à la Halle-Saint-Pierre. Elle reprendra des photos de l'exposition présentée au Musée des Arts Décoratifs, et proposera également quelques œuvres commandées par Tati ces dernières années (telles que la toile de Robert Combas).

□ Musée des Arts Décoratifs, 107 rue de Rivoli, Paris 1er. Art's Factory, 48 rue d'Orsel, Paris 18e. Halle-St-Pierre, 2 rue Ronsard, Paris 18e.



Tout, dans le décor du Studio, évoque la musique, même... les toilettes, aux murs tapissés de partitions!

18^e CULTURE

Studio des Islettes : du grand jazz dans une petite rue

Qui croirait que dans l'étroite rue des Islettes, qui débouche dans le boulevard de la Chapelle près du métro Barbès, se cache un des lieux importants du jazz à Paris ? C'est le *Studio des Islettes-Jazz à la Goutte d'Or*, qui se veut lieu de rencontre et de recherche.

Au fond d'une large cour, des portes bleu grec donnent accès à un sas antibruit dont les portes ressemblent à celles des vieux réfrigérateurs. Derrière, la salle du Studio, meublée de fauteuils club dépareillés. Les murs sont tapissés de rectangles de moquettes pour la scène, de lambris pour le bar, derrière lequel trône un portrait de Miles Davis. Des partitions de Thelonious Monk, de Lee Morgan ou de John Coltrane habillent le pilier central. Cet assemblage hétéroclite confirme l'ambiance chaleureuse et intimiste qui caractérise l'endroit. Lors de concerts et des jams, des chaises sont ajoutées, permettant l'accueil d'une cinquantaine de personnes.

La dernière scène "free jazz"

Le Studio est constitué en association dont l'un des objectifs est de « promouvoir la création et la recherche musicales et ses relations avec les autres arts ». Au delà de cet aspect, la place est envisagée comme un club qui veut renouer avec l'inspiration populaire du jazz.

En 1979, une bande de copains, dont l'actuel président de l'association, Bernard Accart, décide d'avoir un lieu de répétition. Au cours des années 80, le Studio devient le lieu de retrouvailles de musiciens américains à Paris (Archie Shepp était un habitué). Depuis quelques années, c'est un lieu de socialisation pour jeunes musiciens sortant des écoles et des conservatoires. Dans un milieu caractérisé par une forte précarité, le Studio des Islettes est perçu comme un tremplin

où s'expriment de jeunes musiciens.

Et ils s'expriment plutôt bien... Exemple : Emil Spanyi et Mathieu Jerome, deux jeunes pianistes qui fréquentent assidûment le Studio, viennent de gagner le premier et le deuxième prix du concours Jazz à Vanves présidé par Martial Solal.

Outre Sunny Murray, l'un des grands batteurs de l'histoire du *free jazz* (il a joué avec Coltrane, Ornette Coleman, Don Cherry, etc.), qui y répète, on a pu y entendre des musiciens reconnus tels que Emmanuel Bex, Michel Grailler, Georges Brown, Richard Raux, Jeff Sicard, Steve Potts, François Tusques, François Moutin...

Le programme des festivités est constitué de quatre *jam sessions* par semaine où se mêlent musiciens professionnels, semi-professionnels et amateurs (lundi, mardi et jeudi), une jam consacrée au vocal, celle du mercredi, très fréquentée, deux concerts, les vendredi et samedi, et une lecture de texte accompagnée musicalement, un dimanche par mois.

A noter que les jam sont assez classiques, tandis que les concerts sont plus tournés vers le *free jazz*, faisant du Studio des Islettes l'une des rares, si ce n'est la dernière, scène *free jazz* de la capitale.

Nadia Djabali

□ 10 rue des Islettes. Contact : Ludovic Pessin, Irénée Patrick Tchiakpe, 01 42 58 63 33. Prix d'entrée pour les jams : 25 F. Pour les concerts : 50 F.

1. Une jam-session est une rencontre de musiciens qui habituellement ne travaillent pas ensemble et qui, sans leader, sans partitions, improvisent librement devant un public à partir de thèmes ou de structures harmoniques connus de tous.
2. Le *free-jazz* est un des courants qui se sont succédés dans l'histoire du jazz. Venant historiquement après le *be-bop*, il s'est développé à partir des années 60 autour de musiciens comme Coltrane, Ornette Coleman, Archie Shepp, etc.

UN DISQUE

Quinze chansons de Jean Piero, chanteur de rue à Montmartre

Jean Piero, qui défrayait la chronique il y a un an, et notamment la nôtre (voir n° de mars 97), sort son nouveau CD intitulé *Tourn' Eiffel*. Le chanteur de rue que les Montmartrois croisent souvent aux abords du Sacré Cœur et de la place du Tertre, pousse ses quinze chansonnettes dans un esprit parisien, parfois nostalgique ou avec une pointe de grivoiserie, très souvent drôle. Ou tout cela à la fois.

Son orgue de Barbarie n'est pas absent, et l'ensemble des titres est arrangé de manière très professionnelle, grâce aux rencontres déterminantes qui ont suivi son récent tour de chant au Théâtre du Tour-tour. Jean Piero trouve en effet son rythme et puise son inspiration dans l'alternance entre la scène et la rue, «le Sacré-Cœur bien accroché», comme il dit...

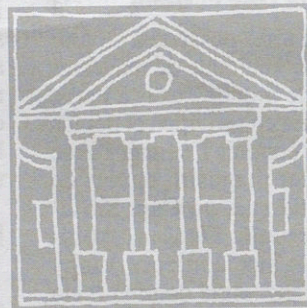
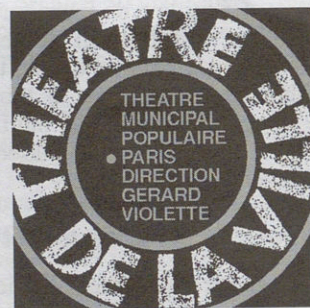
Jean Piero, victime de procès-verbaux à répétition infligés par les policiers du 18^e, avait mené bataille l'an dernier sur le terrain juridique et obtenu du préfet de police une réglementation plus souple permettant aux chanteurs des rues d'exercer leur art, pourvu qu'ils respectent quelques conditions.

Amoureux des textes bien tournés et de la capitale, si vous croisez Jean Piero sur la Butte, demandez-lui son album. Ou téléphonez au 01 47 84 21 11 pour le commander.

B.C.

LE STUDIO 28 (suite)

A propos de l'article concernant le 70^e anniversaire du Studio 28, paru dans notre dernier numéro (n° 37), on nous demande de préciser que la gérance de ce cinéma, le plus vieux cinéma "art et essai" de Paris, est assurée par Alain Rouleau. Il a pour collaborateurs Alexandre Laurié et Jean-Luc Marie.



THEATRE DE LA VILLE
LES ABBESSES
31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

JUSQU'AU 14 MARS THEATRE DANSE

Josef Nadj
le Vent dans le sac...
création en hommage à Samuel Beckett

DU 18 MARS AU 5 AVRIL THEATRE

le Régisseur de la chrétienté
Sebastian Barry Stuart Seide

LOC. 01 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET PARIS 4
31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

18^e

HISTOIRE

Batailles dans le 18^e pour le droit de vote des femmes

Napoléon III est encore empereur des Français, mais plus pour très longtemps, lorsque, le 16 avril 1870, quatre femmes fondent l'Association pour le Droit des femmes : Maria Deraismes, Léodile Champseix, Louise Michel, Paule Mink. C'est l'acte de naissance du féminisme moderne.

A ce moment, en 1870, Louise Michel et Paule Mink dirigent toutes deux des écoles à Montmartre, la première rue Houdon, la seconde près de l'église Saint-Pierre. Léodile Champseix, journaliste, qui signe ses articles André Léo, nom sous lequel elle est connue, habite le 18^e.

Quant à Maria Deraismes, elle habitera, durant la plus grande partie de sa vie, dans le 17^e mais juste de l'autre côté de l'avenue de Saint-Ouen, où ses parents, relativement aisés, ont fait bâtir une maison. (Son nom sera d'ailleurs donné, en 1894, juste après sa mort, à une rue proche de l'actuel métro Guy Môquet.)

Maria Deraismes est en 1870 une oratrice républicaine réputée ; depuis 1865, elle multiplie les tournées de conférences, aidée par les francs-maçons (qui voient là un moyen d'arracher les femmes à l'obscurantisme clérical) et spécialement par l'un d'entre eux, Léon Richer.

Car en fait, ces quatre mousquetaires du féminisme sont cinq : avec elles il y a Léon Richer, qui a créé en 1869 avec Maria Deraismes la revue *Le Droit des femmes* et qui sera jusqu'à sa mort en 1911 un ardent propagandiste du féminisme.

Les féministes dans la Commune

Nos cinq féministes partent d'un constat : la loi prive de tout droit civil et civique un adulte sur deux. Le Code civil ("Code Napoléon") place la femme dans la dépendance totale de son père, puis de son mari. Et bien entendu, les femmes n'ont pas le droit de vote. Il faudra encore plus d'un siècle pour que soient abolies les dernières dispositions discriminatoires entre les sexes en matière de droits civils, et 74 ans pour qu'en France les femmes puissent voter.

Le 19 juillet 1870, la guerre avec la Prusse éclate ; le 4 septembre l'Empereur est déchu et la République proclamée, dans Paris qui s'apprête à subir le siège des troupes allemandes. Mais les leaders républicains qui forment le premier gouvernement de la III^e République, les Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, Gambetta et autres, ne se préoccupent pas davantage que Napoléon III des droits des femmes.

Louise Michel, Paule Mink et André Léo participeront activement à l'insurrection de la Commune en mars 1871 ; après la défaite de celle-ci, en mai, Louise Michel sera déportée en Nouvelle-Calédonie, Paule Mink et André Léo contraintes à l'exil en Suisse. Elles ne reviendront en France qu'en 1881, après l'amnistie.

Maria Deraismes, elle, par un concours de circonstances, se trouvait en Bretagne au moment de la Commune ; elle ne fut donc pas inquiétée à la fin de celle-ci.

Candidatures "sauvages"

Dès 1872, Maria Deraismes reprend avec Léon Richer le combat pour l'égalité des droits. Cependant ils hésitent à inclure le droit de vote dans la liste de leurs revendications. Il y a, disent-ils, d'autres combats plus urgents pour l'émancipa-

Jusqu'en 1944, en France, les femmes n'avaient pas le droit de vote. Les "suffragettes", bravant l'ironie de la presse, n'ont pas cessé de le réclamer. Notamment dans le 18^e.



Cliché Meurisse

LE SCRUTIN FÉMININ — 26 AVRIL 1914

Une section de vote organisée par la Ligue du Droit des Femmes au Patronage de la rue de Trétaigne, à Montmartre, sous la présidence de M^{me} Bonheur.

26 avril 1914, rue de Trétaigne (18^e), un bureau de vote du référendum sur le droit de vote des femmes organisé par le Droit des femmes et par le quotidien le Journal.

tion des femmes. En 1879, à un congrès des Droits de la femme qu'ils organisent, une jeune militante, Hubertine Auclert, a préparé un rapport sur le droit de vote ; Léon Richer l'empêche de le présenter à la tribune. Furieuse, Hubertine Auclert l'imprime sous forme de brochure et crée une organisation dissidente, *Le Suffrage des Femmes*. C'est elle qui inventera le terme "suffragiste", que les journaux transformeront en "suffragette".

Progressivement, la revendication du vote des femmes se fait entendre avec de plus en plus de force. Une des façons de la populariser, c'est de présenter des candidatures féminines aux divers scrutins. C'est ce que font, aux législatives de 1885, les socialistes qui, toutes tendances réunies, de Jules Guesde à Jules Joffrin¹, présentent à Paris une liste de candidats comprenant cinq femmes, dont Maria Deraismes. En 1881, la candidature "sauvage" de Léonie Rouzade a obtenu 57 voix sur 2 000 électeurs environ dans le 12^e. En 1884, plusieurs femmes ont été élues conseillères municipales dans des communes de Seine-Inférieure (aujourd'hui Seine-Maritime) et du Cher. En 1889, candidature à Paris de Marie-Rose Astié de Valsayre, socialiste. Aux municipales de 1893,

1. Les socialistes, à l'époque, représentaient l'extrême-gauche (la gauche étant incarnée par les "républicains radicaux"). Ils étaient divisés en plusieurs organisations. Le Parti ouvrier français de Jules Guesde s'affirmait strictement marxiste. Jules Joffrin était un des dirigeants du courant "possibiliste" (voir l'article à son sujet dans Le 18^e du mois d'octobre 95).

Paule Mink est candidate, socialiste également, dans le 5^e arrondissement.

Mais à chaque fois, l'administration refuse d'enregistrer les candidatures, ou bien les votes qui se sont portés sur les candidates ne sont pas comptés, ou leur élection est invalidée.

En 1908, Maria Vérone reprend l'idée. Avocate, Maria Vérone, 32 ans, a été une militante associative dans le 18^e arrondissement. Elle est la secrétaire générale de la *Ligue française pour le droit des femmes* créée par Maria Deraismes et Léon Richer. Maria Vérone convainc une jeune adhérente de la Ligue, Jeanne Laloë, journaliste, ancienne institutrice, de se présenter aux élections municipales dans le 9^e. A l'issue d'une campagne qui rencontre un certain écho dans la presse, Jeanne Laloë obtient plus de 1 000 voix - qui seront annulées.

A ces mêmes élections de 1908, deux autres dirigeantes féministes provoquent des scandales : Hubertine Auclert renverse une urne dans le 4^e et Madeleine Pelletier, au cours d'une bousculade avec les assesseurs qui veulent l'expulser, casse un carreau dans un autre bureau de vote.

Le mépris de la presse

En 1910, ce sont les législatives. A l'initiative de Marguerite Durand, fondatrice et directrice du seul quotidien féministe ayant existé en France, *la Fronde* (de 1897 à 1903), les féministes décident de participer aux élections dans tous les arrondissements parisiens. Il y a donc, pour la première fois, vingt femmes candidates, dont les opinions politiques personnelles sont d'ailleurs diverses.

Dans le 18^e, la candidate est Mme Masia.

Trois des candidates seulement réussissent à faire placer des bulletins à leur nom dans les bureaux de vote. Madeleine Pelletier obtient 340

(Suite de la page 19)

voix dans le 8e, Hubertine Auclert 470 voix dans le 11e, Marguerite Durand 34 voix dans le 9e.

L'essentiel cependant, à leurs yeux, n'est pas le nombre de voix : tous les électeurs savent que de toute façon les votes en leur faveur seront invalidés... Mais elles ont réussi à tenir des meetings, à distribuer des professions de foi, à faire entendre leur voix.

La presse a rendu compte de l'événement, la plupart du temps en termes pleins d'un mépris déclaré ou hypocrite.

Déjà le compte-rendu qu'avait fait en 1908 l'illustration lors de la candidature de Jeanne Laloë était un morceau d'anthologie :

«On avait beau lui objecter que, la loi refusant aux femmes l'exercice des droits politiques, elle n'était pas éligible et par conséquent ne pouvait pas être candidate, elle prétendait le contraire, obstinée, tel un enfant gâté qui veut qu'on lui décroche la lune. (...) L'administration se laissa séduire en la personne de M. le maire du 9e arrondissement, fidèle aux vieilles traditions de la galanterie française. L'avant-veille de l'élection, Mlle Laloë obtenait donc enfin son préau, celui de l'école de la rue de Bruxelles où, l'espace d'une soirée, elle devait connaître les émotions capiteuses du forum et la fierté de s'entendre proclamer citoyenne parmi les éclairs de magnésium de vingt photographes. Elle (...) exposa son programme, cependant que ses auditeurs ou plutôt spectateurs appréciaient surtout sa chevelure d'or coquettement accommodée, la coupe élégante de son corsage et de sa jupe trotteuse, sa grâce juvénile contrastant d'une façon piquante avec son aplomb cavalier.»

En 1910, le Monde illustré (9 avril) commente la candidature de Madeleine Pelletier : «Il est au moins une candidate dont on ne saurait trop louer le désintéressement. La doctoresse Pelletier s'est jetée dans cette lutte sans aucun intérêt personnel, car bien fin serait celui qui, dès l'abord, pourrait affirmer qu'elle est femme.»

Le Gaulois du dimanche (16 avril 1910) rend compte des meetings des candidates féministes : «Des illustrés donnent des silhouettes de candidates. D'affiches, peu ou point, encore moins de réunions, et celles où les leaders (féministes) groupent des électeurs sont la plupart du temps entachées d'une joie maligne, de plaisanteries souvent de mauvais goût, et finissent généralement par un tumulte qui nous donne peut-être une idée de ce que serait une Chambre mixte de députés. La candidate s'agite, parle, gênée par le souci de son chapeau, de son boa et de son geste ; des gens rient et l'interpellent en relevant avec lourdeur les inexactitudes et les exagérations. On va là comme au théâtre...»

Il fallait du courage aux suffragettes.

505 972 femmes : «Je veux voter.»

En 1903 une proposition de loi en faveur du vote des femmes a été repoussée par les députés. En 1910, nouvelle proposition, limitée aux scrutins municipaux et départementaux. Le rapporteur est Ferdinand Buisson, député, président de la Ligue des droits de l'homme. Il ne parviendra même pas à la faire inscrire à l'ordre du jour.

L'extrême-droite est extrêmement contre. Les députés de droite sont contre pour la plupart (pas tous). Les radicaux le sont aussi majoritairement : leur principal argument, c'est que, les femmes subissant plus que les hommes l'influence de l'Eglise, elles risquent de faire pencher la balance électorale du côté des cléricaux. Autrement dit : puisqu'elles risquent de ne pas voter pour nous, mieux vaut qu'elles ne votent pas. Quant aux socialistes, le droit de vote des femmes figure depuis longtemps dans leur programme (comme il figurera



Affiche de propagande de l'Union pour le Suffrage des femmes.

dans le programme du parti communiste dès sa fondation), mais il n'est pas sûr que tous soient bien convaincus.

Les adversaires du droit de vote invoquent un autre argument : les femmes elles-mêmes ne le désirent pas, affirment-ils. Mais en 1914, le quotidien Le Journal organise un référendum sur la question auprès des Françaises, le jour même du scrutin pour les législatives, le 26 avril. Des urnes sont déposées dans des librairies, des kiosques à journaux, au siège des associations féministes, dans les locaux du Journal. Résultat : 505 972 femmes déposent (après avoir donné leur nom) un bulletin disant : «Je veux voter.» Mais bientôt la guerre, qui éclate en août 1914, effacera tout ça.

«Des bigotes et des catins»

Au lendemain de la guerre, les femmes obtiennent le droit de vote en Allemagne, Belgique, Angleterre, Tchécoslovaquie, Pologne, Suède, Autriche, Pays-Bas, Luxembourg, aux USA, etc... En Finlande, les femmes sont électrices depuis 1906. En URSS, dès 1917, le pouvoir soviétique a décrété l'égalité totale des droits entre hommes et femmes. En France, rien.

Les députés français votent en 1919 une proposition accordant le droit de vote aux femmes. Mais le gouvernement Clémenceau s'y oppose.

En 1921, la France reste le seul pays développé où les femmes ne peuvent pas voter.

«On a déjà assez d'ennuis avec le suffrage universel des hommes, n'aggravons pas la catastrophe», lance Clémenceau sous forme de boutade. De toute façon, le Sénat, dont l'accord est indispensable, ne s'emparera du texte qu'en 1922 et ce sera... pour refuser d'en débattre. En 1925, nouveau vote des députés. En 1928, 1929, 1931, 1932, nouveaux refus du Sénat d'inscrire la question à l'ordre du jour.

En 1935, Jules Jeanneney, radical, président du Sénat, confie à la militante féministe Louise Weiss : «Serait-ce bien opportun de faire voter les femmes alors que l'avenir de la République elle-même paraît menacé ?» Louise Weiss commente : «L'Eglise remplissait d'effroi le président Jeanneney.»

Elle interroge d'autres sénateurs, tous hostiles

Quelques figures féministes du 18e

● Louise Michel (1833-1905) : Nous avons déjà évoqué son rôle lors de la Commune de Paris dans le 18e. Durant son séjour au bagne de Nouvelle-Calédonie, de 1871 à 1881, elle est une des rares parmi les communards déportés à chercher à comprendre les Canaques (elle publiera par la suite un livre de "Contes et récits" recueillis auprès d'eux) et à approuver en 1878 leur révolte contre l'oppression coloniale. Après son retour en France, elle habite Levallois-Perret et devient la figure la plus respectée du mouvement anarchiste.

● Paule Mink (1839-1901) : De son vrai nom Paulina Mékarska, née à Clermont-Ferrand, c'est la fille d'un noble polonais en exil. Son père, cousin du roi de Pologne, avait dû fuir son pays après sa participation à l'insurrection de 1830. Paulina épouse un jeune prince polonais exilé lui aussi, dont elle a deux filles, mais dont elle se sépare bientôt. Elle exerce divers métiers, lingère, journaliste, enseignante.

Ralliée au socialisme révolutionnaire, elle s'engage dans le combat féministe. Elle crée en 1868 une "Société fraternelle de l'ouvrière". Elle habite alors le 18e et est très liée avec Louise Michel. Après la Commune et son exil en Suisse, elle s'installe en 1881 dans le Midi avec son compagnon, rencontré durant la Commune, et elle devient un des porte-parole des socialistes dans la région. Elle revient en 1892 à Paris. Son enterrement au Père-Lachaise en 1901 se transforme en manifestation de masse à laquelle participent socialistes, anarchistes, féministes, et qui se termine par des bagarres avec la police.

● Maria Vérone (1874-1938) : Dans sa jeunesse, elle travaille avec sa mère à fabriquer des fleurs artificielles comme ouvrière à domicile, et participe à la coopérative "la Ménagère" du 18e arrondissement, fondée trente ans auparavant par Eugène Varlin (un des principaux dirigeants de la première Internationale ouvrière, fusillé en 1871 à Montmartre après la défaite de la Commune). Elle sera à ce titre déléguée en 1900 au congrès constitutif de la Bourse des coopératives socialistes.

Entre temps, elle est devenue institutrice de maternelle de 1894 à 1897, mais ses convictions lui ont valu d'être révoquée à la suite d'une conférence prononcée à Orléans sur "l'éducation du peuple". Elle travaille quelque temps comme choriste dans des cabarets, entreprend des études de droit, devient avocate en 1907 (depuis 1900 les femmes sont admises comme avocates).

En 1908, à la suite d'une longue bataille, elle est la première femme autorisée à plaider en cour d'assises. De 1904 à sa mort, elle est secrétaire générale puis présidente de la Ligue française pour le Droit des femmes et anime d'innombrables actions féministes. Elle a également été, de 1910 à 1918, membre du comité central de la Ligue des Droits de l'Homme.

au vote des femmes. L'un d'eux, Lucien Hubert, sénateur (de droite) des Ardennes, déclare, selon Louise Weiss : «Je suis vicieux, mais pas au point de m'en remettre pour mon élection à un scrutin auquel des prostituées auraient pris part.» Louise Weiss conclut : «Ces vieillards semblaient n'avoir connu comme femmes que des bigotes, des cuisinières ou des catins.»

Noël Monier

Dans le prochain numéro : Louise Weiss en campagne dans le 18e

Tremplin Théâtre

Home

adaptation : Marguerite Duras, d'après David Storey

Une table, quatre chaises, une action qui se déroule sur une journée. Harry, Jack, Marjorie, Kathleen, Alfred, chacun pourrait être l'un d'entre nous. Ils regardent le temps qui passe et disent les petits riens qui font leur quotidien. Réunis par leur solitude, chacun retrouve auprès des autres un peu de la famille perdue. Ils sont touchants, fragiles, très durasiens.

David Storey, fils de mineur né en 1933 dans le Yorkshire en Angleterre, a été footballeur professionnel, professeur ; ses pièces de théâtre qui lui ont valu, en 1971, le "prix du meilleur écrivain de l'année", sont toujours d'une brûlante actualité.

R.P.

□ Du 25 février au 5 avril.
39 rue des Trois Frères.
01 42 54 91 00.

Théâtre des Abbesses

Le Régisseur de la chrétienté

de Sébastien Barry

Un vieillard se trouve seul face à son histoire, à celle de son pays l'Irlande qu'il a servi toute sa vie ; il est rejeté par son siècle et par ses filles, à la fois victime du temps et de lui-même.

Sébastien Barry, auteur irlandais contemporain, a écrit ici une

œuvre lyrique en mélangeant comme certains de ses prédécesseurs (Yeats ou O'Casey) le passé et le présent, le réel et l'imaginaire. Cette pièce, créée à Londres, est mise en scène par Stuart Seide, né à New York et qui, après avoir fait ses premiers pas dans cette ville, est maintenant directeur du Centre dramatique Poitou-Charentes.

R.P.

□ Du 18 mars au 5 avril. 31 rue des Abbesses. 01 42 74 22 77.

Lavoir moderne parisien

Dialogues

entre ciel et terre

d'après Giacomo Leopardi

Huit dialogues à caractère lyrico-fantastique qui puisent leur source dans les mythes philosophiques grecs, mettant en scène Hercule, Prométhée, la Terre et la Lune, etc... Les textes sont extraits des *Operette morali* (Petites œuvres morales) du grand poète italien Leopardi (1798-1837). Ils traduisent l'angoisse de l'homme face à l'infini, son désespoir, sa folie, sa vanité dans un monde qui ressemble à un champ de ruines.

Si les trois comédiennes qui interprètent ces textes ont un jeu classique et assez sobre, en revanche le comédien (Jean-Quentin Châtelain) cherche à "réactualiser" le rôle avec une diction "typique banlieue" à l'opposé de celle de ses partenaires - et qui détonne.

M.S.

□ 35 rue Léon. Jusqu'au 8 avril. Lun., mar., merc. 21 h, dim. 17 h. Tél. 01 42 52 09 14.

Et aussi

■ **Les frères Karamazov** d'après Dostoïevski, mise en scène Jean Gillibert, avec une troupe de vingt comédiens. Jusqu'au 10 avril au *Lavoir moderne parisien*. 01 42 52 44 94.

■ **Brûlure**, sur des textes de deux grands mystiques, Thérèse d'Avila et Jean de la Croix, mise en scène Lucien Marchal. Du 16 mars au 8 avril au *Lavoir moderne parisien*. 01 42 52 44 94.

■ **Le bleu de l'eau de vie**, de Carlos Semprun Maura, mise en scène Luc Charpentier. Prolongation jusqu'à fin mar, à l'*Alambic*. 01 42 23 07 66.

■ **La transhumance des riens** de Denis Chabrouillet, par la compagnie du Théâtre de la Mezzanine. Jusqu'au 7 mars au *Trianon*. 01 42 52 21 25.

■ **Moi, quelqu'un** d'Isabelle Rêbre, mise en scène Bernard Bloch. Du 16 mars au 11 avril à l'*Atalante*. 01 46 06 11 90.

■ **Ardèle ou la marguerite** de Jean Anouilh, à l'*Atelier*. 01 46 06 49 24.

■ **Monsieur chasse** de Feydeau, du mar. au vend. 20 h 30, et *Toa* de Sacha Guitry, sam. et lun. 20 h 30, dim. 15 h, au *Funambule*. 01 42 23 88 83.

■ **Au creux de toi**, écrit, joué et chanté par Danielle Volle. A partir du 24 mars à l'*Espace Acteur*. 01 42 62 35 00 et 01 44 72 01 95.

■ **Dany Mauro**, imitateur humoriste. A partir du 24 mars au Théâtre de *Dix Heures*. 01 46 06 10 17.

Musique

Théâtre des Abbesses

Violoncelle, viole de gambe, violon

■ **Samedi 7 mars, 17 h : Miklos Perenyi**, un des plus grands violoncellistes du monde, dans deux œuvres rarement jouées : le *Capriccio* de Kodaly, inspiré d'une mélodie populaire, et les *Trois strophes sur le nom de Sacher*, d'Henri Dutilleul. Il joue aussi la *Suite n° 2* de Reger et conclut avec la *Suite n° 4 pour violoncelle seul* de Jean-Sébastien Bach, dont la grâce illumine le concert.

■ **Samedi 28 mars, 17 h : Juan Manuel Quintana** est un jeune Argentin qui apprit tout seul la viole de gambe dont il était amoureux, et trouva les maîtres qu'il cherchait avec Jordi Savall à Barcelone et Christophe Coin à Paris. Aux Abbesses, il jouera avec Céline Frisch, claveciniste, des pièces de l'Espagnol du XVI^e siècle Diego Ortiz (notamment la célèbre *Follia* qui fut un véritable "tube" jusqu'au XVIII^e siècle), de l'Anglais William Byrd (1543-1623), des Français Marin Marais (1656-1728) et François Couperin (1668-1733).

■ **Samedi 4 avril, 17 h : Andrew Manze, violon**, Nigel North au chitarone (sorte de luth) et John Toll au clavecin, qui forment l'époustouffant ensemble baroque *La Romanesca* (du nom d'un autre "tube" de l'époque), nous entraînent dans un voyage qu'ils nomment *Phantasticus* à travers la musique d'avant-garde du XVII^e siècle italien et autrichien : Frescobaldi, Fontana, Castello, Biber et quelques autres.

□ 31 rue des Abbesses. Location 01 42 74 22 77.

Les concerts du Conservatoire du 18^e (Conservatoire Gustave Charpentier)

■ **Dimanche 22 mars, 16 h : Récital d'orgue par Robert Rogier**, à l'église St-Jean-de-Montmartre, place des Abbesses. Entrée libre.

■ **Lundi 23 mars, 20 h 15, au Trianon**, 80 bd de Rochechouart, concert de l'orchestre du Conservatoire, dirigé par Guy Pernoo : 1^{er} concerto pour piano de **Beethoven** (soliste : Michel Guikovsky), et symphonie concertante pour violoncelle de **Prokofiev** (soliste : Jérôme Pernoo). Entrée libre sur invitation à retirer au Conservatoire, 29 rue Baudelique

■ **Mercredi 25 mars, 20 h**, à la mairie du 18^e, dans le cadre du "Printemps franco-bélarussien", **trois jeunes violoncellistes bélarusses** âgés de 12 ans dans un programme surprise. Le Conservatoire du 18^e interprétera ensuite un Trio de **Brahms** et une Fantaisie sur *Carmen* de **Bizet**.

■ Tous les mardis à 20 h, continue le programme de concerts et spectacles donné, dans les locaux du Conservatoire par les élèves (programme sur demande).

A la Cigale

Steve Coleman

C'est un grand du jazz qui passe à la Cigale les 14 et 15 mars : Steve Coleman, 42 ans, saxophoniste, flûtiste. Avec le groupe *Five Elements* qu'il a fondé au début des années 90 (et qui sera avec lui à la Cigale), s'appuyant sur le vieux fond de la musique noire avec ses rythmes binaires, il propose une musique d'une extrême diversité, utilisant aussi bien le synthétiseur que les traditions vocales

A l'Etoile du Nord La maman et la putain, d'après le film de Jean Eustache



Mise en scène de Thierry Lavat

Adapté pour le théâtre par Thierry Lavat d'après le film du même titre écrit et réalisé par Jean Eustache en 1973, *La maman et la putain* plonge au cœur de la mal-vie d'un trio perturbé par la formidable promesse d'amour et de liberté de l'après-mai 68.

Pari redoutable que d'adapter ce texte pour le théâtre. Les amateurs de cinéma l'ont dans la mémoire tel qu'il fut mis en scène par Jean Eustache, dans un film-culte que certains considèrent comme « sans doute le plus beau film français des années 70 » (Alain Bergala, des *Cahiers du cinéma*). Le film durait 3 heures 40, la pièce dure presque deux heures de moins. Néanmoins le pari est totalement tenu.

Sur une scène dépourvue d'artifices où les plans-séquences défilent comme la pellicule sous l'impulsion d'un projecteur de cinéma, le jeune Alexandre (Benjamin Boyer) conduit sa vie avec désinvolture. « *Amoureux des gens de la nuit* » et désargenté, il est plaqué par la douce Gilberte (Juliette Poissonnier), « *belle comme le jour* » et qui n'aime pas la nuit. Pourtant il s'accroche avec une certaine paresse. Narcissique à l'extrême, il veut s'entendre toujours dire qu'on l'aime, même conjugué au passé.

Marie (Michèle Harfaut), la femme avec qui il vit et qui assure son quotidien, souffre

en silence, comprend et pardonne comme une "maman".

Très vite une nouvelle femme, Véronika (Laurence Kelepikis), la blonde infirmière rencontrée aux Deux Magots, s'impose dans la vie d'Alexandre. C'est une femme déchirée, qui « *baise comme une putain* » pour mieux masquer son angoisse de la solitude. Alexandre évoque le MLF et ce jour de mai 68 où il a vu « *une chose très belle, tout un café pleurer* », après qu'une bombe lacrymogène y fut tombée. Mais la demande de l'infirmière est autre, urgente et désespérée. « *Un jour un homme viendra et me fera un enfant parce qu'il m'aimera* », affirme Véronika.

Elle prend Alexandre. Marie, elle, partage cet homme qui prétend l'aimer encore même s'il « *pense à la mort* » en lui faisant l'amour. Installée, la trinité se déchire, s'unit, explose.

Se situant, par son adaptation rigoureuse et alerte, dans le droit fil de la dérision, du dialogue à la parole crue, chers au cœur du cinéaste Jean Eustache (qui s'est suicidé en 1981), Thierry Lavat offre à ses comédiens, avec *La maman et la putain*, la possibilité d'exercer leurs talents, ici bien réels.

Jacqueline Gamblin

□ Jusqu'au 29 mars, lun. sam. 19 h, jeu. vend. 20 h 30, dim. 16 h.
16 rue Georgette Agutte, tél. 01 42 26 47 47.

(Suite de la page 21)

du jazz et les sonorités jungle, les recettes du rhythm'n'blues autant que les décalages hérités du free-jazz... Il a ouvert ainsi, avec quelques amis, une des voies du jazz d'aujourd'hui.

Signalons aussi le passage à la Cigale le 28 mars d'un autre grand du jazz, le batteur Ray Barretto, avec son ensemble.

N.M.

□ 120 bd de Rochechouart.
01 49 25 89 99.

A la Cigale

L'Orchestre national de Barbès

L'Orchestre national de Barbès, l'ONB, revient. Il sera à la Cigale le 21 mars. Il avait fait, il y a un an et demi, une apparition remarquée avec son premier disque et une tournée à succès. Même le Monde lui avait consacré une bonne demi-page. La plupart des musiciens et chanteurs du groupe, à vrai dire, n'habitent pas Barbès. S'ils ont choisi ce nom, c'est parce que Barbès, pour eux comme pour beaucoup, est un nom magique : «un bout d'Afrique égaré au pied du Sacré-Cœur», l'endroit où des exilés de tous les coins apportent leurs musiques et où ces musiques peuvent s'enrichir l'une l'autre, se mêler. Chez les musiciens de l'ONB, qui chantent en arabe, se mêlent les traditions du Sahara, de Meknès et d'Oran, et une forte influence latino-américaine, un peu d'Afrique, un peu d'Amérique du nord, un peu de musique française, pop, trad, jazzy...

Et aussi

■ **Laurent Viel chante Brecht.** Jusqu'au 21 mars à l'Espace Acteur. 01 42 62 35 00 et 01 44 72 01 95.

■ **Mej-Trio interprète Brassens.** Du 10 au 21 mars au Théâtre de Dix Heures. 01 49 25 82 40.

■ **Paco Ibanez** les 20, 21, 22 mars 20 h au Trianon. 01 42 52 21 25.

■ **A la Cigale**, tél. 01 49 25 89 99 : Rachel des Bois le 7. Steve Coleman les 14 et 15. ONB le 21. Poetic Lovers 24 et 25. Matador 26 et 27. Ray Barretto le 28. Parabellum le 2 avril.

■ **A la Boule noire**, tél. 01 49 25 89 99 : Unsane + Gune off 44 + Hint le 1. New Bombs Turks + No Talent le 12. Little Bob + guest les 24 et 25. Unsane + June Off 44 le 1er avril.

■ **A l'Élysée Montmartre**, tél. 01 42 31 31 31 : Le Bal le 7. House of Dub le 13. Gais Musette le 19. Soirée Jungle le 20. Le Bal le 21. La Fiesta le 28.

Au Studio 28, un hommage au réalisateur Léonard Keigel

Le 9 mars aura lieu au Studio 28 une soirée d'hommage à Léonard Keigel, réalisateur et scénariste. Jean Douchet, des Cahiers du cinéma, en sera le présentateur.

En 1957, jeune homme de 24 ans alors, fou de cinéma, Léonard Keigel avait réussi à convaincre André Malraux de participer à un court métrage sur sa vie et son œuvre. C'était un exploit : depuis des années, Malraux refusait obstinément toutes les propositions à ce sujet. Le tournage valut à Keigel de devenir et de rester l'ami de l'écrivain jusqu'à la mort de celui-ci. Ce film, qui a obtenu le Grand Prix du festival de Locarno en 1958, sera présenté au Studio 28.

Keigel, qui habite dans le 18e, rue de Clignancourt, a réalisé plusieurs autres courts-métrages et sept longs métrages. L'un de ceux-ci, *Léviathan*, d'après le roman de Julien Green, avec Louis Jourdan Lili Palmer, Marie Laforêt, Madeleine Robinson, Georges Wilson, sera également projeté le 9 mars. Dans ce film, Grand Prix de la Critique au festival de Venise en 1962, Keigel recrée le monde un peu trouble et fantastique du romancier, monde où le passage d'un incon-

nu réveille les passions et les douleurs secrètes.

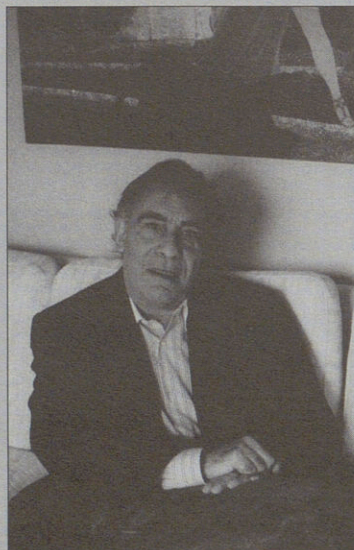
Keigel devait ensuite montrer la même maîtrise dans *la Dame de pique*, d'après Pouchkine (adaptation de Julien Green). Il réalisa aussi un film policier avec Romy Schneider et Maurice Ronet, *Qui ?*, et trois films pour la télévision, avant de revenir au style de ses débuts avec *Une femme, un jour*.

Léonard Keigel a aussi été le principal collaborateur de René Clément (il fut notamment son assistant pour *le Château de verre*, *Jeux interdits*, *Monsieur Ripois*, *Gervaise*, *Barrage contre le Pacifique*). Il avait fait ses premiers pas dans le monde du cinéma en créant à 16 ans un ciné-club révolutionnaire pour l'époque, «Objectif 49», où il faisait venir des gens tels que Cocteau, André Bazin, Bresson, Roger Leenhardt, Raymond Queneau, Pierre Kast, Doniol-Valcroze, etc...

Il est le vice-président de l'Association des Amis d'André Malraux, dont le siège est dans le 18e, et qui patronne la soirée d'hommage du 9 mars.

N.M.

□ 10 rue Tholozé (métro Abbesses), lundi 9 mars à 20 h 30. Participation aux frais 30 F.



Virginie Sadot

Cinéma

Au Cinéma des Cinéastes

Le cinéma du réel

Le Centre Pompidou étant fermé, et pour longtemps, le festival du Cinéma du réel qui s'y déroule chaque année devait trouver un autre lieu d'accueil : c'est le Cinéma des Cinéastes, avenue de Clichy. Du 13 au 22 mars, 75 films y seront projetés, d'une durée de 20 minutes pour le plus court à 210 minutes pour le plus long.

Cette année, en plus de la compétition française (21 films sélectionnés) et de la compétition internationale (33 films), le festival offre une importante rétrospective japonaise.

Shohei Imamura en est une des vedettes : la rétrospective s'ouvrira par son *Histoire du Japon d'après-guerre racontée par une hôtesse de bar* ; on pourra voir aussi le film qu'il tourna en 1971 en Malaisie à la recherche des anciens soldats japonais qui y sont restés à la fin de la guerre et y ont fait leur vie. On relève aussi, parmi les réalisateurs, les noms d'Oshima, Matsumoto, Ogawa, etc...

□ 7 avenue de Clichy, tél. 01 53 42 40 20. Tarif : 30 F (tarif réduit 25 F), abonnement pour une journée 60 F, pour toute la durée du festival 300 F. Un

catalogue est édité (60 F).

● A noter : avant d'accueillir le festival du Cinéma du réel, le Cinéma des Cinéastes programme, le film de Steven Spielberg sur l'esclavage, *Amistad*.

Littérature

■ **A la Halle-Saint-Pierre**, le jeudi 12 mars à 19 h, soirée de lecture de pages du romancier **Louis-Paul Guigues**. Cet écrivain, découvert en 1947 par Jean Paulhan, directeur littéraire chez Gallimard, a été ensuite totalement oublié, avant que ses œuvres soient rééditées, récemment, par André Dimanche, des éditions Ryoan-Ji : *Labyrinthes*, *Le Château bégyant*, *Les Chemins des Apocalypses*, etc., sont des livres étranges, à mi-chemin du roman et de la prose poétique. (Entrée libre sur réservation, 01 42 58 72 89.)

Egalement à la Halle-St-Pierre, le 31 mars à 19 h, soirée consacrée au poète **Armand Rappoport** (qui habite le 18e).

■ Le romancier **Jean Echenoz** sera le dimanche 8 mars à 16 h à la Librairie des Abbesses, 30 rue Yvonne Le Tac, où il lira des pages de *Loin d'Odile*, œuvre d'un autre écrivain, Christian Oster (édité comme lui à Minuit). **Christian Oster** lira ensuite des pages de *Un an* de Jean Echenoz.

Expositions

Galerie La Fleur d'or

Stéphane Turek et le monde du fantastique

Au printemps 1997, le Centre d'animation des Abbesses et UVA 18 ont organisé un concours autour de l'illustration fantastique et du livre de science-fiction. Zygmunt Blaszkowski, le directeur de la galerie *La Fleur d'or*, aime les mystiques, le merveilleux, ce qui permet de sortir du quotidien. Il s'est intéressé à ce concours, il exposera les lauréats dans sa galerie, probablement en septembre. En attendant, il a remarqué un jeune artiste participant à ce concours, Stéphane Turek, 26 ans, dont il présente les œuvres ce mois-ci.

Passionné par les illustrations américaines pour jeux de rôle, Turek utilise toutes les techniques, huile, pastel, gouache et même ordinateur pour créer des images évoquant un autre monde. Il présente plusieurs diptyques, où une image assez abstraite répond à une image très figurative dont elle constitue le prolongement.

N.M.

□ La Fleur d'Or, 4 rue Androuet. Du 3 au 29 mars, tous les jours de 11 h à 13 h et de 15 h 30 à 19 h, sam. et dim. 16 à 19 h.

Galerie Art Vocation Mobile

Yanik Pen'Du, l'amateur de chevaux

Il y a une grande cohérence dans le choix des artistes de la galerie *Art Vocation Mobile*, rue Lepic : incontestablement cette galerie défend une certaine conception de l'art.

Ce mois-ci, elle présente Yanik Pen'Du. Des compositions équilibrées, sans esbroufe, quelques thèmes privilégiés - les femmes, les chevaux, le temps et sa patine, l'ombre et le reflet -, des couleurs lisses et transparentes où dominent des gris-bleus profonds, des bruns, des jaunes adoucis, et des fonds traités souvent à la manière de tissus, avec des effets de franges, de froncements, de tissages...

Pen'Du vit et travaille en Bretagne, loin de l'agitation. «J'aime planter des arbres, dit-il, élever et observer les chevaux...» Et si on lui demande quelle est sa vertu préférée, il répond : «L'honnêteté.»

N.M.

□ Art Vocation Mobile, 45 rue Lepic. Du mardi au samedi de 14 h 30 à 19 h 30.

Galerie Art Tisane

Neuf regards de femmes

Neuf femmes présentent leurs créations, de la peinture à la mosaïque, du chapeau aux lampes... Rose Marie Fernandez, comédienne, ex-trapéziste, est l'animatrice de la bande, elle invente des lampes et fait de la vidéo. Annie Barel fabrique des boîtes à l'intérieur desquelles, sur plusieurs plans, se joue un théâtre fantaisiste et fantastique avec des chaussures, des poissons, des marchandes de bazar, des filles en maillot de bain, des éclipses de lune et autres vaches folles...

Mathilde Kummerman ("Matho K") présente ses natures mortes miniatures, Cécile Partouche ses toiles et ses collages, France Véra d'incroyables chapeaux, Brigitte Goupil des formes où le métal et la mosaïque se confrontent, Karine Lemonnier ses tableaux, Véronique Mallaval ses sculptures, Maïté Maillé des photos. Des photos de femmes, bien entendu.

□ A partir du 7 mars. Art Tisane, 16 rue La Vieuville, tél. 01 42 58 35 73. Le 13 mars, Isabelle Rivoal, comédienne, dira des textes de Heiner Müller. Le 20 mars, Lisa Erbes, violoncelliste, jouera du Bach.

■ A la mairie du 18e, du 9 au 21 mars, les œuvres hospitalières de l'Ordre de Malte présentent leurs activités.

Ces deux pages ont été rédigées par Michèle Stein, Jacqueline Gambelin, Rose Pynson et Noël Monier.

C. TRAMBERT

CALIBRE 18

Chapitre 4

Résumé des chapitres précédents : Notre héros Paul Hard, arrivé à Paris dans le 18e, habite un hôtel passage Lathuille et gagne sa vie en distribuant des prospectus sur les voitures pour un certain Monsieur Louis. Dans ses pérégrinations à travers l'arrondissement, il ne cesse de tomber sur des faits divers...

lente et je me débarrassai de deux d'entre eux à coups de poings, sans négliger d'en prendre également. Faut dire qu'ils étaient plutôt jeunes. Blanche lâchait des cris d'effroi. La population alerta une patrouille de police du coin et la bande fut coffrée.

Ils avaient vu trop grand en s'attaquant à une jeune femme. D'habitude, ils s'en prenaient aux personnes âgées. D'ailleurs plusieurs d'entre elles les reconnurent formellement. La «bande de Clignancourt» avait été arrêtée en flag. La nouvelle fit grand bruit dans le quartier.

Quant à moi, pour la deuxième fois de la journée, je faisais face à Blanche sur une terrasse de café avec, sur mon torse, la médaille virtuelle du sauveur qui arrive à point nommé.

- Comment vous remercier, Paul?

J'avais bien une idée sur la question mais, en quelques mois ici, j'avais au moins appris à approcher les Parisiennes.

- Vous m'avez suivie, n'est-ce pas?

Un long silence fit office de réponse.

- Venez, dit-elle en me prenant la main. Je vous raccompagne.

dîner à la Goutte d'Or, ce quartier animé et coloré à la lisière de Barbès. Les restaurants exotiques sont pléthore et réchauffent le gosier du travailleur nocturne. Le soir, je passais par les boulevards ou par Montmartre, selon l'humeur.

Une nuit, après un repas trop arrosé pour cause de solitude, venant des Abbesses, je descendais l'avenue Rachel, l'esprit encore embrumé de la vision des tombes du cimetière dans la pénombre. Un coup de feu retentit. Le bruit caractéristique d'une carabine à air comprimé. Et sous mes yeux, un ado chute de son scooter. Le tireur, excédé par le bruit du deux-roues avait atteint sa cible dans le bas ventre, nécessitant son hospitalisation. Un homme sans histoire paraît-il, juste troublé dans son sommeil par le va-et-vient bruyant sous ses fenêtres.

Quand on travaille la nuit, les après-midi sont longues. Il n'était pas rare à cette époque que je passe quelques heures dans un bar avec des connaissances. En attendant de bosser, j'écluais des demis et des ragots. Souvent, un inspecteur de police à la retraite partageait ces moments, et sa langue se déliait.

Encore en cheville avec ses ex-collègues, il

CHAPITRE 4 BLANCHE, EFFET D'HIVER

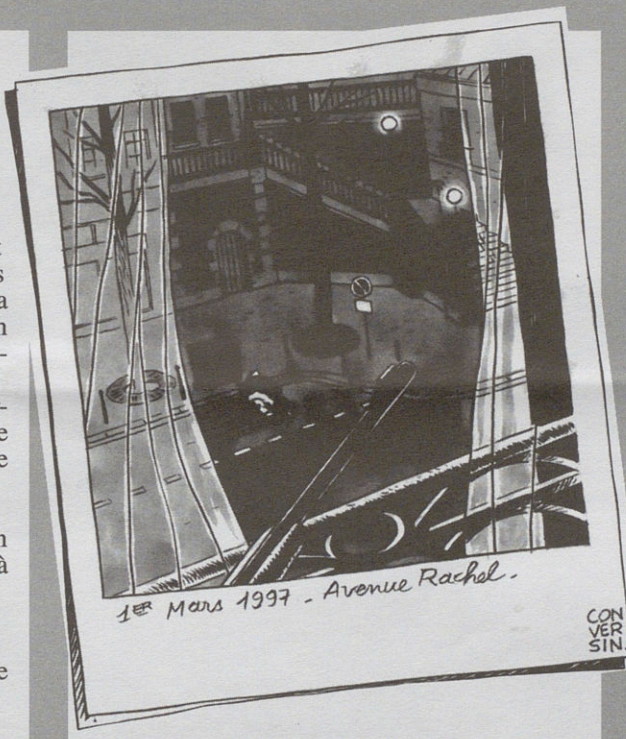
J'ai rencontré Blanche en haut de la rue Lamarck. Ça l'a énervée que je colle des tonnes de pubs sur sa Coccinelle noire décapotable. C'était la première fois que je m'engueulais avec une jolie fille. Une jolie fille et une jolie caisse contre un mec comme moi, forcément le combat est inégal. J'ai réussi à la faire rire : en fuyant, alors que je m'accrochais sur les pare-chocs chromés, je m'étais de tout mon long sur le trottoir, le nez en sang.

L'altercation devint conversation au troquet d'à côté. Elle finit même par payer mon café noir, cette Blanche. Etudiante, charmante, parents en province, une chambre en ville, une coccinelle, des yeux amande comme dans les peplums. J'avais déjà oublié mes plaies.

- Bon, il faut que je reparte. J'ai du travail pour la fac.

- Moi aussi, dis-je, mais pas pour la fac. Sans rancune ?

- Sans rancune, et à une prochaine fois ?



1^{er} Mars 1997 - Avenue Rachel -

Quand elle se leva, je restai immobile sur ma chaise et la regardai descendre dans la direction opposée à sa voiture. Blanche, c'est tout ce que je savais vraiment d'elle. Ma crainte se fit pressante en voyant son corps onduler de Lamarck vers la place Jules Joffrin. Je devenais amoureux et ça, c'est pas bon pour les affaires. Quand elle tourna à l'angle de la rue Caulaincourt, je me levai et entrepris de la suivre. Qu'est-ce qui guide nos pas dans ces cas-là?

Je me tenais à distance raisonnable dans l'espoir de repérer sa tanière. Lorsqu'elle s'arrêta à un distributeur automatique de billets, je remarquai le manège de quelques jeunes garçons qui, à leur tour, lui emboîtèrent le pas sans qu'elle s'en aperçoive. La situation devenait cocasse. Je poursuivais les fileurs.

La petite bande devint plus agitée au fur et à mesure qu'on approchait de la porte de Clignancourt, et lorsqu'elle s'engagea dans un immeuble du boulevard Ornano, les gars foncèrent sur Blanche en l'aspergeant de gaz lacrymogène. Mon sang ne fit qu'un tour. Je volai au secours de ma belle. L'empoignade fut vio-

Sa Coccinelle s'arrêta devant la boutique de Monsieur Louis où je laissai pour la première fois un lourd paquet de prospectus non distribués. L'amour, c'est pas bon pour les affaires.

Dans la voiture, elle rompit le silence.

- Encore merci. Vous savez, j'allais rendre des documents à un ami de fac. J'habite aux Abbesses mais je n'y suis pas très souvent, entre la fac et les amis.

- Je comprends, dis-je platement

- Et puis, je ne suis pas seule.

Un poignard s'était planté dans mon dos. Place Clichy, j'ouvris ma portière et comme je m'arrachais du siège, je reçus un baiser humide sur la commissure des lèvres. Vraiment, la cruauté n'a pas de limites.

- Blanche comment?

En réponse, un crissement de pneus. Et il se mit à pleuvoir.

Monsieur Louis m'avait confié la distribution de nuit. Punition méritée depuis qu'une langue amoureuse m'avait pénétré et bien que Blanche eût disparu de ma vie depuis deux semaines. Avant mon service, j'allais souvent

LES FAITS DIVERS DONT CET ÉPISODE S'EST INSPIRÉ

Sur le mode d'une Série noire parodique, ce feuilleton relate les aventures imaginaires d'un héros imaginaire, Paul Hard. Son destin le mène vers une sélection de faits réels, qui se sont tous produits dans notre arrondissement entre octobre 1996 et octobre 1997 - mais que le feuilleton, bien sûr, raconte à sa manière.

● 11 février 1997 : Arrestation de la «bande de Clignancourt», composée de mineurs qui attaquaient les vieilles dames pour les dépouiller.

● 1er mars 1997 : Un adolescent de 15 ans est blessé par balle avenue Rachel par un homme irrité par le bruit du scooter.

● 2 mars 1997 : Un travesti du boulevard Ney, gravement blessé d'un coup de couteau à la poitrine, se présente au commissariat de la rue de Clignancourt.

● 8 mars : Un collégien de 14 ans, récidiviste, est interpellé pour coups et blessures sur des jeunes femmes qui avaient refusé ses avances sexuelles.

racontait leurs interventions comme s'il y avait pris part. Il riait à gorge déployée pour narrer l'arrivée d'un travesti au commissariat tout neuf de la rue de Clignancourt. L'homme, la femme, s'est présenté torse nu pour offrir aux flics médusés sa poitrine barrée d'une large plaie, suite à un coup de couteau reçu boulevard Ney, où il se prostituait.

De même, l'interrogatoire de ce jeune collégien de 14 ans, multirécidiviste. Le garçon, pas timoré pour un sou, passait à tabac les jeunes filles, presque toutes majeures, qui refusaient ses avances sexuelles.

L'inspecteur employait tout le vocabulaire de la délinquance, des grimaces et une gestuelle généreuse pour rendre son récit plus véridique...

Blanche, où es-tu? Il est presque 20 heures et je vais encore partir travailler sans t'avoir revue. Je ne tiendrai pas longtemps comme ça. Tout est noir dans ma tête, dans ma chambre, dans ce bar, tous ces gens ne sont que des ombres.

Je pars m'enfoncer dans la nuit et peut-être plus loin.



(A suivre)

Jacques François s'est installé il y a vingt ans à La Chapelle à cause du prix du loyer. Puis il a découvert «que ce quartier avait une âme», il a voulu en savoir plus... et le voici auteur d'un ouvrage de 150 pages en dix chapitres.

L'historien de La Chapelle Saint Denis

«**J**'ai écrit le livre que j'aurais aimé trouver en arrivant à La Chapelle», déclare Jacques François, directeur d'études socio-économiques à l'IFOP et auteur d'une *Chronique de la Chapelle Saint Denis*.

De son appartement, dans une tour fichée au cœur du quartier de La Chapelle, notre historien autodidacte poursuit : «*Personne ne rêve de venir habiter à La Chapelle, mais c'était proche de mon travail et, il y a vingt ans, le mètre carré le moins cher de Paris... et puis très vite j'ai senti que ce village avait une âme.*» C'est d'abord l'énigme des deux églises accolées l'une à l'autre dans la rue de La Chapelle qui l'interpelle, et puis la rue de La Chapelle elle-même : «*Savez-vous pourquoi cette rue, la plus large de Paris - 65 mètres en aval du rond-point - porte le simple nom de rue et non pas de boulevard ou d'avenue ? Parce qu'il y a cent ans, c'était la Grand' Rue du village.*»

Jacques François a voulu en savoir plus. Il s'est lancé dans un vaste travail d'investigation. Dans les bouquins parlant du 18^e arrondissement, seules trois ou quatre pages étaient consacrées à La Chapelle considérée comme une vague périphérie du prestigieux Montmartre. Mais précisément, à partir de ces premières indications, dérisoires et contradictoires, Jacques François a exercé son talent d'historien : aller systématiquement à la recherche d'informations et ne les tenir pour vraies que lorsqu'il en a trouvé la preuve.

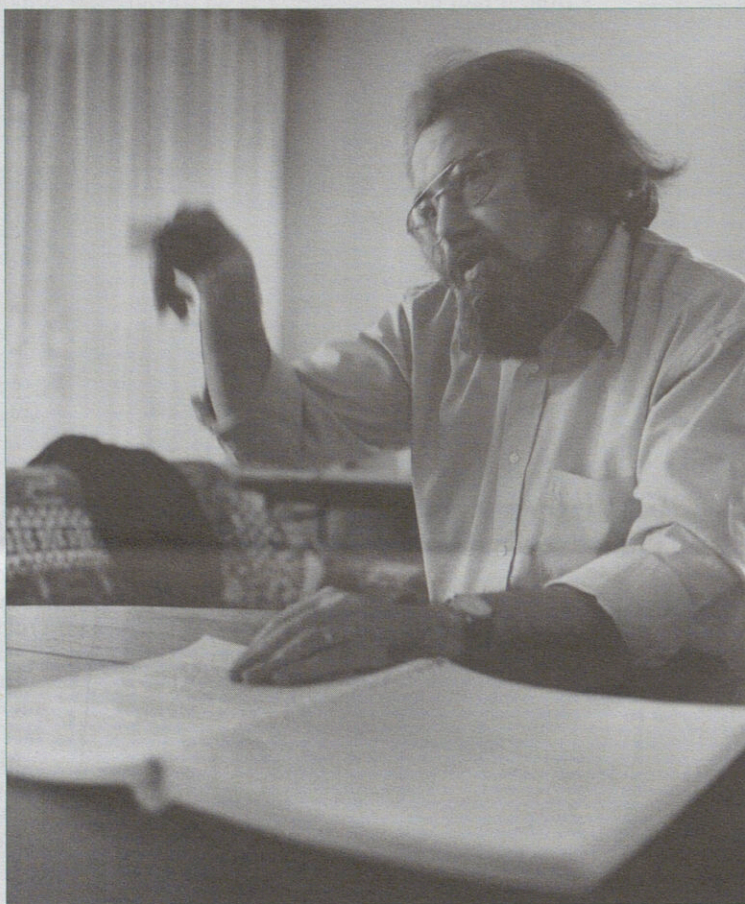
«*Dès lors tous mes moments de loisir, toutes mes lectures ont visé ce but : trouver, dans un document, dans un livre, le nom de La Chapelle et dévider l'écheveau.*» Exemple : au XVIII^e siècle, Louise de Marillac installe la maison-mère des Filles de la Charité à l'angle du boulevard de la Chapelle et du 2 rue Marx Dormoy (qui, bien entendu, ne s'appelait pas ainsi). En lisant la correspondance de Saint Vincent de Paul, cofondateur de cette confrérie, notre auteur apprend que c'est pour se rapprocher de ce dernier, alors installé au prieuré Saint Lazare. Il découvre une lettre du saint écrite pendant la Fronde, signalant à la reine «*que les gens de guerre attaquent les fermiers de la Chapelle pour les empêcher de faire la moisson.*» C'est à La Chapelle que les troupes royales attaquent l'armée de Condé.

Parfois, la recherche est simple. Pourquoi le carrefour Marx Dormoy - Ordener s'appelle-t-il depuis 1982 «place Paul Eluard» ? Il est aisé pour Jacques François de découvrir que les parents du poète ont habité 2 rue Ordener. Et le voilà plongé dans son œuvre pour y découvrir trois poèmes évoquant La Chapelle.

D'autres fois, on débouche sur un cul-de-sac. Recherchant si Cartouche avait sévi à La Chapelle, notre historien ne trouvera, à la lecture du procès du fameux bandit, que l'indication selon

laquelle «*une petite rousse qui était peut-être de La Chapelle*» était une comparse de Cartouche.

«*C'est du suspense, j'ai des "bides" mais je fais aussi des trouvailles*», s'enthousiasme notre collectionneur qui se laisse guider par le hasard, le «feeling», et sa curiosité insatiable. Recherches



Jacques François : «Dès lors toutes mes lectures ont visé ce but : trouver dans un document le nom de La Chapelle et dévider le fil...»

sur les personnages illustres : savez-vous que Louise Michel participait au Club de la Révolution rue de la Chapelle ?

Recherches aussi sur la vie quotidienne de nos ancêtres, à travers par exemple les ordonnances des baillis, ces anciens gouverneurs, comme celle du bailli de La Chapelle, en 1786, priant les commerçants d'allumer la nuit une chandelle ou lanterne à huile.

Encore un exemple : il y avait une rue du Gué, qui n'existe plus aujourd'hui que comme impasse du Gué. Pourquoi ? Il n'y avait pas de rivière à La Chapelle, ni de passage à gué. L'historien se met en chasse. Le gué, c'est aussi une réserve d'eau, un endroit, d'ailleurs pestilentiel, servant à laver les chevaux. Effectivement, le village de La Chapelle Saint Denis est un relais, un lieu de passage obligatoire entre les provinces du nord

et l'entrée dans Paris. «*Au XVIII^e siècle, il y avait une trentaine d'auberges et de tavernes ici...*»

Jacques François aime la géographie urbaine, comprendre comment les choses s'articulent. Avez-vous remarqué que l'actuel carrefour Marx Dormoy est un col, un passage entre les proéminences de la butte Montmartre et des buttes Chaumont ? Ce col était un lieu d'étape. Là, Sainte Geneviève, la patronne de Paris, a fait construire au VI^e siècle une chapelle dédiée à Saint Denis. Une historienne, Anne Lombard-Jourdan, avance en 1989 dans sa thèse sur l'origine du culte de Saint Denis que ce dernier aurait été enterré à l'emplacement du dit col, raison pour laquelle Geneviève y aurait fait ériger une chapelle.

Autre terrain de prédilection : les grands travaux. Notre historien est un amoureux de modernité. La géographie de La Chapelle avec son col doit avoir une incidence sur le réseau d'eau. Il a fouillé dans les travaux de l'ingénieur hausmannien Belgrand pour retrouver la mise en place sous La Chapelle d'un collecteur d'eau.

«*Et puis, à La Chapelle ont démarré des petites et grandes inventions.*» C'est sur une ligne Opéra - Saint-Denis par la porte de La Chapelle que des géniaux ingénieurs mirent au point les tramways à vapeur puis à accumulateurs. Ces derniers avaient tendance à se décharger. Plus question d'arrêter les voyageurs là où ils le demandaient. Pour économiser l'énergie, il fallait des arrêts fixes et pas trop nombreux. Les premiers arrêts de bus.

Ou encore : lorsque Fulgence Bienvenüe fait percer ce qui va devenir l'actuel métro, un autre ingénieur, Jean-Baptiste Berlier, avait auparavant déposé un brevet de tramway souterrain. On lui accorda de construire selon ses plans, sur la ligne en question, «le Berlier» dit encore le Nord-Sud. Le voyageur attentif remarquera encore dans certaines stations de cette ligne un N et un S enlacés, bleus sur la faïence blanche.

«*Ce n'est pas moi qui suis passionnant, dit Jacques François, mais La Chapelle, un village de paysans, artisans, transporteurs, une commune de 800 habitants en 1800, devenue en 1860, au moment de son rattachement à Paris, une agglomération de 50 000 âmes en y incluant la Goutte d'Or.*»

Cela donne un ouvrage de 150 pages grand format organisé chronologiquement en dix chapitres, le seul livre si documenté sur La Chapelle, en un exemplaire unique en possession de son auteur. Parce que ce passionné d'histoire pense qu'il y a toujours de nouvelles pistes à explorer. Mais ça y est : Jacques François est aujourd'hui prêt à lâcher son petit. Avis aux éditeurs !

Brigitte Bâtonnier
Photo Christian Adnin

Avis aux éditeurs : Jacques François est prêt à lâcher son petit...